

ALGER 16

LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

Edition N°1584 du Mercredi 12 Août 2026 - Email : alger16bma@gmail.com - Prix 10 DA - ISSN2335-108X - WWW.ALGER16.DZ

ACTUALITE

SPORTS

SANTE

RÉGIONS

CULTURE

PUBLICITE

alger16 le quotidien

alger16, quotidien

ALGER16, LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

SCAN ME



TRAVAUX DE L'UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DES CADRES DU FRONT POLISARIO ET DE LA RASD



BRAHIM GHALI
RÉAFFIRME L'EXIGENCE
DU DROIT À L'AUTODÉTERMINATION

P. 16

RETRAIT DES BUS DE PLUS DE 30 ANS



PRÈS DE 4 000 VÉHICULES
CONCERNÉS

P. 6

COUPE D'AFRIQUE FEMININE (DEMI-FINALE)
ALGÉRIE - MALAWI AUJOURD'HUI À 18H



PHOTO : FAF

**APRÈS L'EXPLOIT, TOUS
LES RÊVES SONT PERMIS !**

P. 15

ELLE VEILLE SUR LA PAIX DU SAHEL ET DE L'AFRIQUE

L'ALGÉRIE, LA FORCE TRANQUILLE

De la solidarité historique à l'action concrète,
Alger affirme une même doctrine : défendre
la souveraineté, combattre l'instabilité
et construire la paix sans tutelle ni agenda caché.

Pp. 3 et 4

LE SAVIEZ-VOUS ?

BLIDA

JOURNÉE D'INFORMATION SUR LE RECRUTEMENT AU SEIN DE LA GENDARMERIE NATIONALE

Le Groupement territorial de la Gendarmerie nationale de la wilaya de Blida a organisé, lundi dernier, une journée d'information, afin de présenter les conditions générales de recrutement aux jeunes souhaitant s'engager dans les rangs de ce corps de sécurité. Cette journée d'information, qui s'est déroulée au siège du groupement territorial de la Gendarmerie nationale, a attiré un grand nombre de jeunes, particulièrement de nouveaux bacheliers, qui ont pu obtenir toutes les informations relatives aux conditions de recrutement, notamment en ce qui concerne l'âge, le niveau d'études et la durée de la formation prévue pour chaque catégorie. Les responsables de ce corps ont répondu

à toutes les questions des jeunes, notamment sur les modalités de sélection, les conditions d'aptitude physique et les filières exigées pour les bacheliers, ainsi que sur la durée de la formation. Ils leur ont également donné un aperçu général des centres de formation et des écoles rattachées à ce corps. Des stands présentant les différents services et unités de sécurité de la Gendarmerie nationale, ainsi que les équipements et technologies utilisés pour lutter contre toutes les formes de criminalité, assurer la sécurité des citoyens, protéger leurs biens et faire respecter l'ordre public, ont également été mis en place.



PLUS D'UN MILLION DE COMPRIMÉS PSYCHOTROPES SAISIS PAR L'ANP

Les services de la direction centrale de sécurité de l'armée, des 2^e et 3^e Régions militaires ont porté un grand coup au narcotrafic dans une opération de qualité. «Grâce à la coordination sécuritaire, les services de sécurité de l'armée dans les deuxième et troisième régions militaires ont pu, lors d'une opération qualitative, démanteler un réseau criminel spécialisé dans le trafic de drogues», a indiqué le

ministère de la Défense nationale dans un communiqué, hier. L'opération a permis l'arrestation de cinq (5) personnes, dont une femme, et la saisie de plus de 86 kg de drogue dure (cocaïne), en plus d'un million quarante-neuf mille trois cents (1.049.300) comprimés psychotropes. Les drogues étaient dissimulées à bord d'un (1) camion semi-remorque et d'une (1) voiture de tourisme.



AÏN TÉMOUCHENT

LE WALI SUSPEND UN P/APC POUR UNE PUBLICATION «OFFENSANTE» SUR FACEBOOK

Le wali d'Aïn Témouchent a décidé de suspendre le président de l'Assemblée populaire d'El-Amria, suite à une publication jugée offensante sur Facebook, ont indiqué, lundi dernier, les services de la wilaya, dans un communiqué. «Je voulais pour vous la fierté, mais vous adorez l'humiliation», est l'expression, publiée le 2 du mois en cours, qui a poussé le wali à réagir. «Empruntée d'un ancien chef de l'État», ces propos sont jugés «offensants pour les habitants de la commune et susceptibles de provoquer des tensions et des divisions au sein du tissu social», a précisé le communiqué. Des propos et un comportement qui vont à l'encontre des directives des plus hautes autorités du pays, notamment le président de la République, qui recommande de veiller à respecter la dignité et l'intégrité des citoyens, a souligné la même source. En plus de sa suspension, qui prend effet à partir de ce 10 août, le wali, qui a également adressé un blâme à la personne concernée, a déposé plainte contre elle auprès du procureur général du tribunal d'Aïn Témouchent, a souligné la même source.

HADJ-2027 RENCONTRE D'ORIENTATION À DJEDDAH AVEC LES REPRÉSENTANTS DES AGENCES DE TOURISME ALGÉRIENNES

L'Office national du pèlerinage et de la omra (ONPO) a tenu, au siège du consulat général d'Algérie à Djeddah, une rencontre d'orientation avec les représentants des agences de tourisme et de voyages algériennes habilitées à organiser la saison du hadj-1448H/2027, afin de finaliser les contrats pour les quotas attribués à chaque agence, a indiqué, lundi dernier, un communiqué de l'Office. Présidée par le directeur général de l'ONPO, Tahar Braik, cette rencontre a été consacrée à «la présentation d'orientations et d'instructions relatives au cadre et aux règles de travail de la délégation préparatoire, en coordination avec les représentants des agences de tourisme, afin de finaliser les contrats pour les quotas attribués à chaque agence et de garantir une préparation optimale de la saison du hadj» a précisé le communiqué. Cette rencontre s'est déroulée en présence du consul général, Mohamed El-Habib Zahana, et des membres de la délégation préparatoire multisectorielle.

APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ DÉBUT DU DÉSTOCKAGE DU POULET CONGELÉ À 350 DA/KG

L'opération de déstockage du poulet congelé, disponible au niveau des points de vente relevant des entreprises du Groupe des industries agroalimentaires et logistiques (AGROLOG) est lancée, depuis lundi dernier, à l'échelle nationale, au prix de 350 DA/kg, en prévision de la célébration du Mawlid Ennabaoui, a indiqué, dimanche dernier, un communiqué du Groupe. AGROLOG a précisé que des points de vente relevant de l'Office national des aliments de bétail (ONAB) seront ouverts au



niveau des pôles Est, Centre et Ouest, ainsi que ceux de la Société algérienne de régulation des produits agricoles (SARPA),

à travers les régions du pays, afin de permettre aux citoyens d'acquérir du poulet congelé à des «prix compétitifs et réduits». Cette opération s'inscrit dans le cadre de «la contribution des entreprises publiques relevant du Groupe à assurer la disponibilité du produit, à participer à la régulation du

marché et à limiter la hausse des prix, outre la préservation du pouvoir d'achat des citoyens, notamment durant les périodes marquées par une hausse de la demande sur les viandes blanches», a souligné le communiqué. Elle intervient également pour mettre en exergue la volonté du Groupe et de ses entreprises de contribuer activement à garantir la continuité de l'approvisionnement et à mettre à la disposition des citoyens les produits de large consommation à des prix étudiés, a ajouté la même source.

QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

ALGER 16

N°RC : 16/00-0990467 B 15

Compte bancaire S G A n° 02100017113002183822

Édité par
sarl BMA.com
au capital 100.000 DA

Directrice de Publication
Mohamed Boutiane Khadidja

Rédaction

M. B. Khadidja
Yacine O.
G. Salah Eddine
Lamia O.
Amine A.

O. M.

Djalil Chila
Chaklat Meriem
Abir Menasria

Siège d'activité - ALGER 16
5, rue Sacré-Cœur, Alger-Centre
Tél. 020 10 23 68
Siège social sarl BMA.com
26, rue Mohamed-Layachi, Belouizdad
05 51 39 08 78 / 07 95 66 79 53
email : alger16bma@gmail.com

Pour votre Publicité s'adresser à :
l'Entreprise Nationale
de communication, d'édition
et de Publicité
Agence ANEP
01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91/
020 05 10 42

Fax : 020 05 11 48/020 05 13 45
020 05 13 77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

IMPRESSION
Société d'impression
d'Alger
SIA (Centre)

ELLE VEILLE SUR LA PAIX DU SAHEL ET DE L'AFRIQUE

L'ALGÉRIE, LA FORCE TRANQUILLE

De la solidarité historique à l'action concrète, Alger affirme une même doctrine : défendre la souveraineté, combattre l'instabilité et construire la paix, sans tutelle ni agenda caché. Il y a, dans la politique africaine de l'Algérie, une continuité que les soubresauts de l'actualité ne doivent pas faire oublier.

Depuis son indépendance, le pays a fait de la solidarité avec les peuples africains, de la défense de leur souveraineté et du refus de toute forme de domination étrangère des constantes de sa diplomatie. Mais cette vocation historique connaît aujourd'hui une nouvelle intensité. Sous la présidence de M. Abdelmadjid Tebboune, l'Algérie a renforcé sa présence sur le continent, multiplié les initiatives diplomatiques, économiques et sécuritaires et assumé davantage son rôle de pays pivot entre le Maghreb, le Sahara et le Sahel.

Les événements de ces derniers jours en donnent une illustration concrète. Au Niger, l'Algérie vient de remettre à l'armée nigérienne un don comprenant quatre hélicoptères, des munitions, des pièces de rechange, ainsi que des équipements de maintenance et de soutien logistique. Deux MI-24V et deux MI-171 ont quitté, dimanche dernier, la base de déploiement secondaire d'In Guezzam, dans la 6^e Région militaire, à destination de Niamey. L'opération, décidée sur instruction du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, s'inscrit officiellement dans le renforcement de la coopération bilatérale stratégique dans les domaines de la défense et de la sécurité.

Le choix des moyens fournis est révélateur d'une approche qui privilégie le renforcement des capacités de l'Etat partenaire, plutôt que la substitution à celui-ci. Il ne s'agit pas, pour l'Algérie, de faire à la place du Niger, mais de permettre à son armée de disposer de moyens supplémentaires pour défendre son territoire et lutter contre les groupes armés et les réseaux criminels qui déstabilisent le Sahel. Le ministère de la Défense nationale a souligné, d'ailleurs, que cette opération confirme l'engagement de l'Algérie à poursuivre son soutien aux pays de la région dans les domaines de la défense et de la sécurité, de l'échange d'expertise et du soutien multiforme, avec pour objectif de contribuer, en coordination avec les partenaires concernés, à la sécurité et à la stabilité régionales. Quelques jours auparavant, une autre opération avait illustré cette coopération sécuritaire sous un angle différent. Les services de la sécurité de l'Armée avaient procédé à la



réception, le 7 août, du ressortissant allemand Ulumaskan Sinan, enlevé au Niger par un groupe criminel armé. Transféré depuis In Guezzam vers la base militaire de Boufarik, l'homme, retrouvé en bonne santé, devait ensuite être remis aux autorités allemandes. Dans ses déclarations, il a exprimé sa reconnaissance aux autorités algériennes et aux efforts déployés pour permettre son retour sain et sauf. Deux opérations distinctes, mais une même réalité : la sécurité du Sahel ne peut être dissociée de celle de ses voisins. Pour l'Algérie, la lutte contre le terrorisme et la criminalité transfrontalière n'est donc pas une affaire de circonstance. Elle relève d'une responsabilité régionale, directement liée à sa propre sécurité et à celle de l'ensemble de son environnement.

UNE DIPLOMATIE QUI PRIVILÉGIE LE DIALOGUE À LA CONFRONTATION

Cette même philosophie se retrouve dans la relation avec le Mali. Après des périodes de tension et de divergences, Alger et Bamako affichent désormais leur volonté de tourner la page et de donner une nouvelle impulsion à leur coopération.

Le Premier ministre malien, le général de division Abdoulaye Maïga, a récemment évoqué une «convergence totale de vues» entre le président de la Transition, le général d'armée Assimi Goïta, et le Président Abdelmadjid Tebboune, notamment autour de deux principes que l'Algérie défend de longue date : le respect de la souveraineté des Etats et la non-ingérence dans leurs affaires intérieures.

Le chef du gouvernement malien a également rappelé les liens historiques, humains et culturels qui unissent les deux peuples, ainsi que la nécessité de poursuivre la coopération entre les deux pays. Pour Bamako comme pour Alger, l'objectif affiché est celui d'une région «pacifiée, sécurisée et débarrassée du terrorisme», mais aussi d'un espace libéré des logiques de

domination et d'hégémonie.

Le 9 août dernier, cette volonté de rapprochement a franchi une nouvelle étape avec l'entretien téléphonique entre les Premiers ministres algérien et malien, M. Sifi Ghrieb et le général de division Abdoulaye Maïga. Chargé par le président Tebboune de cet échange, le Premier ministre algérien a réaffirmé l'attachement des deux pays aux relations de fraternité, de solidarité et de bon voisinage. Les deux parties ont exprimé leur volonté d'insuffler une nouvelle dynamique aux relations bilatérales et de relancer la coopération dans différents domaines. Une invitation officielle a également été adressée au Premier ministre malien, pour effectuer une visite de travail en Algérie.

Surtout, les deux responsables ont réaffirmé leur volonté de faire du Sahel un espace de coopération, d'échanges et de développement commun, dans un climat de sécurité et de stabilité.

Cette démarche résume à elle seule une partie importante de la conception algérienne de la stabilité régionale : les divergences peuvent exister entre Etats voisins, mais elles ne doivent pas nécessairement conduire à la rupture. Le dialogue demeure le meilleur instrument pour préserver les intérêts communs. C'est aussi cette approche qui explique le refus constant d'Alger de considérer le Sahel comme un simple terrain de compétition entre puissances. L'Algérie défend l'idée que les solutions aux problèmes africains doivent d'abord être recherchées par les Africains eux-mêmes, dans le respect de la souveraineté de chaque Etat.

UNE VOCATION AFRICAINE ANCIENNE, AMPLIFIÉE SOUS LE PRÉSIDENT TEBBOUNE

Cette politique ne date pourtant pas d'aujourd'hui. Elle plonge ses racines dans l'histoire même de l'Algérie indépendante. Dès les premières années de l'indépendance, Alger s'est imposée comme un soutien aux mouvements de libération africains et

comme l'un des porte-voix du combat anticolonial et anti-apartheid. Le soutien aux peuples encore engagés dans les luttes de libération, la défense du droit à l'autodétermination et la solidarité avec les pays nouvellement indépendants ont progressivement constitué une véritable doctrine diplomatique.

L'Algérie a, notamment joué un rôle important dans le soutien aux mouvements de libération en Afrique australe et dans la lutte contre l'apartheid. Cette histoire a façonné une conviction profonde : un continent ne peut être véritablement libre si ses peuples demeurent soumis à des formes de domination politique, économique ou militaire. Aujourd'hui, cette philosophie ne disparaît pas ; elle change de forme.

La lutte anticoloniale d'hier est devenue, pour Alger, un combat contemporain pour la souveraineté, le développement, la sécurité et une meilleure représentation de l'Afrique dans les institutions internationales. Depuis son arrivée à la tête du pays, le chef de l'Etat a donné une impulsion nouvelle à cette vocation.

L'Algérie a renforcé sa présence dans les mécanismes de l'Union africaine, multiplié les initiatives économiques à l'échelle continentale et assumé une activité diplomatique accrue sur les questions de paix et de sécurité.

Le Président Tebboune a, notamment été désigné Champion de l'Union africaine pour la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent en Afrique, tandis que le Conseil de paix et de sécurité de l'UA a récemment salué ses efforts dans ce domaine. L'Algérie assure, par ailleurs, depuis le 1^{er} août 2026, la présidence tournante du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, au moment même où les défis sécuritaires demeurent particulièrement importants au Sahel.

Mais la vision portée par Alger ne se limite pas à la sécurité. Pour l'Algérie, il ne peut y avoir de paix durable sans développement. C'est dans cette perspective que le pays a soutenu des initiatives destinées à favoriser l'entrepreneuriat africain, le financement des start-up et l'intégration économique du continent. La tenue, à Alger, de la Foire commerciale intra-africaine a également illustré cette volonté de faire de l'intégration économique un instrument de stabilité et de rapprochement entre les peuples. L'Algérie cherche ainsi à défendre l'Afrique non seulement sur son propre territoire, mais également dans les grandes enceintes internationales. Sur les questions climatiques, de paix et de sécurité, de réforme de la gouvernance mondiale ou encore de lutte contre le terrorisme, Alger plaide pour une voix africaine plus forte et davantage coordonnée.

ALGER16

Suite page 4

CONNECTIVITÉ AFRICAINE L'ALGÉRIE ACCÉLÈRE POUR DEVENIR UN HUB CONTINENTAL

L'Algérie entend renforcer son rôle dans l'intégration économique africaine en s'appuyant sur la connectivité. Routes, chemins de fer, ports, liaisons aériennes, fibre optique et centres de données constituent désormais les différentes pièces d'une même stratégie visant à rapprocher les marchés, faciliter la circulation des marchandises et des personnes et, surtout, permettre aux pays africains de mieux valoriser leurs propres ressources. Cette orientation a été mise en lumière dans un documentaire diffusé dimanche soir par la télévision algérienne, intitulé *Algérie - Afrique... les liens de l'avenir*. Le film revient sur plusieurs projets structurants portés ou soutenus par l'Algérie et sur leur dimension continentale.

L'enjeu est de taille. Malgré ses immenses ressources naturelles et humaines, l'Afrique reste confrontée à des coûts logistiques élevés, à l'insuffisance des infrastructures de transport et à la fragmentation de ses marchés. Pour les pays enclavés, particulièrement ceux du Sahel, l'accès aux ports et aux grands marchés internationaux représente encore un handicap majeur. Dans ce contexte, chaque kilomètre de route, de rail ou de fibre peut devenir un outil d'intégration économique.

C'est dans cette logique que s'inscrit la route transsaharienne, l'un des projets les plus emblématiques de la coopération infrastructurelle entre les pays du continent. Le conseiller du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, chargé des transports, Abdelkrim Rezzal, rappelle que l'Algérie s'est inscrite, dès l'origine, dans une approche fondée sur «la doctrine des solutions africaines aux problèmes africains». Une doctrine qui trouve une traduction concrète dans la volonté de faire des infrastructures un instrument de développement et d'intégration.

La Transsaharienne ne doit ainsi plus être considérée comme une simple infrastructure routière reliant plusieurs territoires. Son ambition évolue progressivement vers celle d'un véritable corridor économique, capable de structurer les échanges entre l'Afrique du Nord et les pays du Sahel.

Le projet reste néanmoins confronté à d'importants défis techniques et géographiques. L'immensité des territoires traversés, les conditions climatiques et la nécessité de construire des infrastructures adaptées au milieu saharien rendent sa réalisation particulièrement complexe. Le directeur général des infrastructures au ministère des Travaux publics et des



Infrastructures de base, Smail Rabehi, souligne, toutefois, que ces contraintes sont progressivement surmontées grâce au développement de solutions adaptées aux spécificités de la région.

LE SAHEL CHERCHE UNE PORTE VERS LA MER

C'est ici que les infrastructures portuaires et le transport maritime prennent toute leur importance. Pour les économies sahéliennes dépourvues d'accès direct à la mer, la question du transport international reste déterminante. Produire une marchandise est une chose. La transporter rapidement et à un coût compétitif vers un marché mondial en est une autre. La façade méditerranéenne algérienne peut, dans ce contexte, constituer une porte d'accès supplémentaire pour les pays du Sahel.

Le directeur du transport maritime des marchandises au ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Abdelhak Boukherouba, explique que l'Algérie travaille à la mise en place d'une chaîne logistique reliant les ports aux autoroutes et aux réseaux ferroviaires. Cette articulation doit permettre de connecter plus efficacement les territoires du Sud aux infrastructures portuaires du Nord. Selon les données présentées dans le documentaire, cette organisation pourrait réduire d'environ 12 jours les délais de transport et d'environ 30% les coûts. Ces chiffres donnent une idée de la portée économique de l'enjeu.

L'Algérie cherche donc à moderniser ses propres infrastructures portuaires, tout en renforçant leur capacité à jouer un rôle régional. Le programme annoncé comprend, notamment le renouvellement de la flotte maritime, la modernisation des

équipements portuaires et l'amélioration des opérations de manutention.

À cela s'ajoute une réforme plus institutionnelle, avec le projet de création d'une autorité nationale des ports, ainsi que la numérisation progressive des procédures. Une évolution qui répond à un problème désormais central dans la compétitivité portuaire : la rapidité du traitement administratif devient presque aussi importante que la performance physique des infrastructures.

LE CIEL ET LES DONNÉES

Le transport aérien constitue un autre maillon de cette stratégie. L'objectif est moins de transporter des volumes importants de marchandises que de faciliter la circulation des personnes, des investisseurs, des responsables économiques et des compétences entre les différentes régions du continent. La compagnie Air Algérie dispose déjà d'une présence en Afrique de l'Ouest et ambitionne de renforcer son réseau à travers, notamment le développement des liaisons long-courriers. La chargée des affaires internationales au sein du Groupe, Siham Kadi, souligne cette volonté d'élargissement du réseau et de consolidation de la position de la compagnie parmi les acteurs majeurs du transport aérien africain.

APRÈS LES MARCHANDISES, LES DONNÉES

La nouvelle frontière de cette intégration se trouve toutefois ailleurs : dans les réseaux numériques.

L'Algérie cherche également à construire des ponts numériques transsahariens, considérant que la circulation des données est désormais aussi stratégique que celle

des marchandises. Le projet de liaison par fibre optique transsaharienne, réunissant l'Algérie, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Nigeria et le Tchad, s'inscrit précisément dans cette perspective. Son axe principal relie l'Algérie au Nigeria et doit permettre de renforcer les capacités de télécommunications à très haut débit dans une vaste partie de la région.

La directrice centrale d'Algérie Télécom, Rachida Bouhabba, estime que la mise en service de cette infrastructure permettra de renforcer la connectivité du Sahel et d'accélérer sa transformation numérique. L'enjeu dépasse largement les télécommunications. Une meilleure connexion numérique facilite les échanges commerciaux, les services financiers, l'enseignement à distance, les services publics numériques et le développement des entreprises technologiques.

L'Algérie dispose, par ailleurs, d'un avantage géographique important, grâce à sa position au nord du continent et à ses connexions avec les grands réseaux internationaux. Le développement de nouveaux câbles sous-marins, avec deux projets annoncés à l'horizon 2028-2029, ainsi que la réalisation de centres de données, doivent renforcer cette position.

UN RÉSEAU ET NON UNE SUCCESSION DE PROJETS

C'est finalement cette logique d'ensemble qui donne sa portée à la stratégie algérienne.

Pris séparément, une route, une ligne ferroviaire, un port modernisé, une liaison aérienne ou un câble sous-marin restent des infrastructures. Connectés les uns aux autres, ils peuvent devenir les composantes d'un véritable système économique régional.

La Transsaharienne peut acheminer une marchandise. Le rail peut la transporter vers un port. Le port peut l'ouvrir aux marchés internationaux. La fibre optique peut accompagner la transaction, la logistique et les services qui l'entourent. L'avion, lui, peut faire circuler les hommes, les capitaux et les compétences.

C'est cette complémentarité qui pourrait progressivement modifier la géographie économique du continent.

Le véritable défi commence donc après la construction des ouvrages : faire circuler davantage de marchandises, attirer les opérateurs économiques, développer les échanges intra-africains et créer autour de ces corridors de véritables zones d'activité et de transformation.

G. Salah Eddine

L'ALGÉRIE, LA FORCE TRANQUILLE

Suite de la page 3

C'est là que se trouve sans doute l'une des évolutions majeures de ces dernières années : l'Algérie ne se contente plus d'être un acteur africain par son histoire et sa géographie ; elle cherche à assumer pleinement une responsabilité continentale.

Son poids tient d'abord à sa géographie. L'Algérie est à la fois une puissance maghrébine, méditerranéenne, saharienne et africaine. Ses frontières la placent directement au contact des principales zones de tension du Sahel. Ce qui se passe au Mali, au Niger ou en Libye ne peut donc être considéré comme une question extérieure à ses intérêts.

Mais son poids tient également à son expérience. L'Algérie connaît les ravages du terrorisme, les conséquences de l'instabilité et les dangers des interventions qui ignorent les réalités locales. Elle dispose aussi d'une longue tradition de médiation et de dialogue, qui lui permet de maintenir des canaux de communication, même lorsque les relations sont difficiles.

Dans cette perspective, le rôle qu'Alger cherche à jouer n'est pas celui d'une puissance qui aspire à prendre le

contrôle du Sahel. L'Algérie ne cherche pas à régner sur la région ; elle cherche à contribuer à ce qu'elle ne sombre pas.

LA NUANCE EST ESSENTIELLE

Aider un pays voisin à renforcer ses capacités militaires, ce n'est pas lui dicter sa politique. Défendre sa souveraineté, ce n'est pas imposer la sienne. Défendre une solution africaine, ce n'est pas chercher à devenir le chef de l'Afrique. Et défendre ses propres intérêts sécuritaires peut, dans certaines circonstances, aller de pair avec la défense de l'intérêt collectif régional. C'est précisément ce qui donne sa cohérence à la politique actuelle d'Alger : la sécurité de l'Algérie passe aussi par la stabilité de son voisinage ; la stabilité du voisinage passe par la souveraineté de ses Etats et la souveraineté ne peut être durable sans développement et coopération. Dans un Sahel marqué par les crises politiques, le terrorisme, les trafics et les rivalités internationales, cette approche prend une importance particulière. L'Algérie reste toujours fidèle à une ligne qui remonte aux premières années de son indépendance : soutenir les peuples africains, défendre leur droit à décider de leur avenir et privilégier la solidarité aux

rapports de domination. Mais avec le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, cette vocation historique semble avoir trouvé une nouvelle traduction opérationnelle : davantage de présence diplomatique, davantage de coopération économique, davantage d'engagement dans les mécanismes africains de paix et de sécurité et, lorsque cela est nécessaire, des actions concrètes aux côtés des pays voisins.

Du Niger au Mali, du Sahel à l'Union africaine, le message d'Alger reste finalement le même : la paix ne se décrète pas de l'extérieur, la sécurité ne s'impose pas par la force et l'Afrique ne peut construire son avenir que si ses Etats disposent des moyens de défendre eux-mêmes leur souveraineté.

C'est cette conception qui explique le rôle particulier de l'Algérie dans son environnement immédiat.

Une puissance par sa taille, son histoire et ses capacités, certes, mais surtout un voisin qui entend mettre ce poids au service de la stabilité collective. Dans un Sahel où tant de puissances cherchent à peser, l'Algérie veut surtout être celle qui aide à tenir debout la région - sans tutelle, sans agenda caché et sans renoncer à une conviction vieille de plus de six décennies : la paix africaine doit d'abord être l'affaire des Africains.

ALGER 16

UNE DEMANDE EUROPÉENNE CROISSANTE ET URGENTE...

L'ALGÉRIE FACE À UNE NOUVELLE FENÊTRE DE TIR POUR LE GNL

Alors que l'Europe aborde la prochaine saison hivernale avec des stocks de gaz nettement inférieurs aux niveaux habituels et dans un contexte de fortes tensions sur l'offre mondiale de GNL, l'Algérie se retrouve en position de renforcer ses exportations. Pour notre pays, l'enjeu dépasse toutefois la hausse ponctuelle des prix : il s'agit de transformer une conjoncture favorable en présence durable sur le marché européen.

Le marché européen du gaz naturel entre dans une nouvelle phase de tension. Début août, les stocks européens étaient remplis à un peu moins de 58%, soit environ douze points de moins qu'un an auparavant et à leur plus bas niveau, pour cette période, depuis le début des relevés comparables. Cette situation réduit considérablement la marge de manœuvre des acheteurs européens. Pour reconstituer leurs réserves avant l'hiver, ils doivent désormais se livrer une concurrence accrue sur un marché mondial du GNL déjà sous pression. Le moindre incident affectant les grands fournisseurs ou les routes maritimes peut rapidement se traduire par une nouvelle poussée des cours.

Le prix de référence européen, le TTF néerlandais, évoluait récemment autour de 53 à 59 euros/MWh, avec une forte sensibilité aux développements géopolitiques et aux perspectives d'approvisionnement.

De plus, la situation au Moyen-Orient a profondément perturbé le marché mondial du GNL, notamment en raison des difficultés affectant les exportations qatariques et des incertitudes autour du détroit d'Ormuz. Or, le Qatar constitue l'un des principaux fournisseurs de GNL de l'Europe.

À cela s'ajoutent les contraintes pesant sur les approvisionnements norvégiens, les tensions sur les infrastructures énergétiques européennes et la concurrence entre l'Europe et l'Asie, pour attirer les cargaisons disponibles. L'Europe se retrouve ainsi dans une situation paradoxale : elle veut remplir ses stocks rapidement, tout en évitant de provoquer une nouvelle envolée des prix. La Commission européenne avait déjà souligné, au printemps, que la reconstitution des stocks devait être



menée en tenant compte des conditions économiques du marché, tout en considérant qu'un niveau de stockage de 80%, à la fin de l'été, serait nécessaire pour assurer la sécurité de l'approvisionnement hivernal. Avec des stocks désormais proches de 58%, l'effort à fournir reste considérable, surtout qu'il ne reste plus qu'environ 10 semaines avant la saison du chauffage.

L'OPPORTUNITÉ ALGÉRIENNE

C'est dans cet environnement que le gaz algérien prend une importance particulière. L'Algérie possède un avantage que peu de fournisseurs peuvent reproduire : sa proximité avec le marché européen et la coexistence de deux modes d'exportation, par gazoduc et sous forme liquéfiée. Le pays dispose de deux grands pôles de liquéfaction, à Arzew et Skikda, avec une capacité nominale totale de liquéfaction d'environ 1.215 milliards de pieds cubes par an, selon les données de l'Energy Information Administration américaine. Il bénéficie également de trois grandes infrastructures d'exportation par gazoduc vers l'Europe. Cette double capacité constitue un atout stratégique. Le gazoduc assure une relation relativement stable avec les principaux marchés européens, tandis que le GNL donne à Sonatrach davantage de souplesse pour orienter ses cargaisons vers les marchés offrant les meilleures conditions commerciales. Cette flexibilité devient particulièrement précieuse dans un marché où les équilibres changent rapidement. L'un des signes les plus intéressants de cette évolution est l'entrée de Sonatrach sur le marché allemand du GNL. Le groupe national a livré, le 2 juillet

dernier, sa première cargaison de GNL à l'Allemagne, au terminal flottant de regazéification Wilhelmshaven 1. La cargaison, chargée au complexe GL22Z de Bethioua, a été transportée par le méthanier Tessala, propriété de Sonatrach. Le Groupe a annoncé son intention de poursuivre le développement de ses exportations vers ce marché.

Cette opération est loin d'être anodine. L'Allemagne est devenue l'un des principaux marchés européens du gaz, depuis la rupture progressive avec le gaz russe. L'arrivée du GNL algérien sur ce marché offre donc à Sonatrach une nouvelle porte d'entrée dans le cœur industriel de l'Europe. Quelques semaines plus tard, Sonatrach et l'énergéticien allemand VNG ont également signé un contrat prévoyant une augmentation des livraisons de gaz naturel algérien vers l'Allemagne, à partir du 1^{er} janvier 2027.

On pourrait aussi parler dans plusieurs lignes sur l'augmentation des exportations vers l'Italie, la France ou encore l'Espagne. Le mouvement est donc plus large qu'une simple cargaison ponctuelle : l'Algérie cherche à consolider progressivement sa présence sur le marché allemand, tout en diversifiant ses débouchés européens.

UNE OPPORTUNITÉ, MAIS PAS UN CHÈQUE EN BLANC

Pour l'Algérie, cette situation offre naturellement une fenêtre commerciale intéressante. Mais elle ne doit pas être interprétée comme la garantie d'une hausse automatique et durable des exportations.

Le marché du GNL reste extrêmement concurrentiel. Les États-Unis disposent

d'une capacité d'exportation en forte expansion, le Qatar demeure un acteur majeur et l'Australie continue de peser lourdement sur le marché mondial. L'Europe peut également réduire progressivement sa consommation de gaz grâce au développement des renouvelables, à l'efficacité énergétique et à l'électrification. Autrement dit, l'Algérie dispose aujourd'hui d'une carte forte, mais elle doit la jouer rapidement.

Il faut aussi relever

que pendant longtemps, le rôle de l'Algérie sur le marché européen a principalement été associé à ses gazoducs historiques vers l'Espagne et l'Italie. Le GNL permet désormais à Sonatrach de gagner en flexibilité et d'atteindre des marchés auxquels les infrastructures terrestres ne donnent pas directement accès. Cette transformation est stratégique.

Dans un marché énergétique européen de plus en plus fragmenté, la valeur d'un fournisseur ne dépend plus uniquement de la quantité de gaz qu'il possède, mais aussi de sa capacité à livrer rapidement, à diversifier ses marchés et à adapter ses flux aux besoins des acheteurs. L'Algérie possède plusieurs de ces avantages. Elle dispose des ressources, d'une industrie gazière intégrée, d'infrastructures de liquéfaction, d'une flotte de méthaniers et d'une proximité géographique exceptionnelle avec l'Europe. Elle vient surtout de démontrer qu'elle pouvait élargir son portefeuille clients, avec sa première livraison de GNL à l'Allemagne.

Reste maintenant à transformer cette conjoncture en stratégie industrielle et commerciale de long terme. Car la véritable bataille ne sera pas seulement de vendre davantage de GNL pendant les mois de tension. Elle consistera à faire de l'Algérie un fournisseur européen incontournable lorsque le marché redeviendra moins favorable.

Et c'est probablement là que se jouera la prochaine étape de la politique gazière algérienne : ne plus seulement profiter des crises du marché, mais construire suffisamment de flexibilité, de capacités et de partenariats pour rester compétitif lorsque les crises auront disparu.

G. Salah Eddine

LA DÉCLARATION DE LA PRODUCTION DES ENTREPRISES VIA LA PLATEFORME DÉDIÉE SE POURSUIVRA JUSQU'AU 31 AOÛT

Le ministère de l'Industrie a annoncé, lundi dernier dans un communiqué, que les opérations de déclaration de la production et de présentation des rapports d'activité des entreprises, via la plateforme numérique dédiée à la production nationale, se poursuivront jusqu'au 31 août courant, dans le cadre du renforcement du système statistique national.

«Les opérations de déclaration de la production et de présentation des rapports d'activité des entreprises, via la plateforme numérique dédiée à la production nationale, se poursuivront jusqu'au 31 août 2026», a précisé le ministère, invitant «l'ensemble des opérateurs économiques concernés à effectuer cette opération avant l'expiration du délai légal».

Afin d'assurer le bon déroulement de cette opération, le ministère indique que les cellules d'information et d'orientation relevant des directions de wilaya de l'Industrie resteront à la disposition des opérateurs économiques, pour assurer la coordination et répondre à leurs préoccupations et interrogations concernant la déclaration de la production.

Dans ce cadre, le ministère rappelle à l'ensemble des opérateurs économiques concernés qu'ils sont tenus de procéder à la déclaration de leur production, prévenant que tout défaut d'exécution des dispositions de cette décision entraînera l'application des sanctions prévues à l'article 48 de la loi n° 18-18 du 27 décembre 2018 portant loi de finances pour 2019.

Cette opération de déclaration s'inscrit dans le cadre du renforcement du système statistique national, visant à fournir des statistiques exhaustives et fiables permettant d'éclairer la prise de décision en matière de développement économique et industriel et de protection de la production nationale, ajoute le communiqué. A noter que ce recensement (accessible via le lien : <https://prodnat.industrie.gov.dz>) intervient en application des dispositions de l'arrêté interministériel du 26 avril 2025 fixant les modalités de communication des données relatives à la production physique et aux intrants utilisés par les entreprises économiques relevant du secteur de l'Industrie exerçant une activité de production de biens.

APS

RETRAIT DES BUS DE PLUS DE 30 ANS PRÈS DE 4 000 VÉHICULES CONCERNÉS

Les directions régionales des Transports ont lancé un processus de retrait de la circulation des autobus anciens. La première phase concernera les autobus de plus de 30 ans, avant d'être étendue à tous les véhicules de plus de 25 ans. Cette initiative a été saluée par les acteurs du transport terrestre, selon le directeur général de l'ONTA (Organisation nationale des transports d'Algérie). Hocine Bouraba a expliqué que cette première phase, qui concerne environ 4.000 autobus de transport public à l'échelle nationale, sera accompagnée de diverses aides publiques pour l'acquisition de nouveaux autobus et l'entretien des lignes.

Dans ce sillage, et contacté lundi, alors que les directions régionales des Transports lançaient des appels, parfois nominatifs, aux propriétaires des véhicules concernés pour qu'ils déposent leur candidature, le directeur général de l'ONTA a déclaré que le processus se déroule dans «de bonnes conditions». Les retours de terrain font état d'une «satisfaction» générale parmi les opérateurs. En outre, Hocine Bouraba a affirmé que les propriétaires des véhicules concernés, environ 4.000,



principalement des autobus de transport public, sont pleinement conscients qu'«il n'y a pas d'autre solution» que de retirer ces véhicules, devenus dangereux sur les routes et représentant un coût d'entretien considérable. Par conséquent, le responsable estime que le dépôt des demandes, l'obtention des permis d'exploitation et la délivrance des reçus, pour lancer le processus de renouvellement des véhicules, ne posent aucun problème. Toutefois, le seul point susceptible d'inquiéter les exploitants demeure le «calendrier de mise en œuvre». Le ministère de l'Intérieur a fait sa part et a clairement expliqué les procédures, «mais il y a encore des interrogations sur le déroulement de l'opération au

niveau local», notamment concernant le délai de livraison des nouveaux véhicules. Notre interlocuteur indique que l'ONTA exige que le processus soit accéléré autant que possible, afin de le finaliser avant la rentrée scolaire. Par ailleurs, l'enlèvement et la destruction définitifs des véhicules de plus de 30 ans, en collaboration avec la Société nationale de récupération et de valorisation (SNVR), semblent constituer un test préliminaire, avant le lancement de la «seconde étape» du processus. Le même responsable explique que cette seconde phase, prévue «ultérieurement», ciblera les autobus de plus de 25 ans, soit environ 30.000 véhicules à l'échelle nationale.

DES AIDES DE L'ÉTAT POUR L'ACHAT DE NOUVEAUX BUS

Dans un autre contexte, le président de l'ONTA a confirmé que les entreprises de transport continuent de bénéficier d'un soutien important des autorités.

Suite au retrait de l'autorisation de circulation et d'exploitation de la ligne, une série de mesures d'aide seront proposées aux exploitants souhaitant acquérir un nouveau bus.

Hocine Bouraba a notamment évoqué une subvention gouvernementale de 20% du prix du bus, ainsi qu'une exonération totale de TVA et de droits de douane.

Ces mesures sont jugées essentielles, d'autant plus que la situation financière des exploitants de bus anciens est extrêmement difficile. Le représentant syndical a indiqué que la plupart d'entre eux ne peuvent financer eux-mêmes l'achat d'un nouveau bus.

Ceci s'explique par le manque de rentabilité de certaines lignes, et plus généralement du secteur des transports publics, dont les tarifs sont restés inchangés depuis 2013.

À cet égard, il a expliqué que le dispositif proposé permet aux entreprises de transport de payer les nouveaux bus en plusieurs mensualités sur 10 ans.

Cette période est manifestement suffisante, même si le directeur de l'Autorité nationale des transports terrestres (ONTA) souhaite également une plus grande implication des banques dans ce processus.

Ces dernières sont généralement réticentes à accorder des prêts lorsque certaines activités sont très peu rentables.

Abir Menasria

SÉCURITÉ ROUTIÈRE LA DÉLÉGATION NATIONALE LANCE UNE CAMPAGNE DE SENSIBILISATION

La Délégation nationale à la sécurité routière (DNSR), en coordination avec les services de la Sûreté et de la Gendarmerie nationales et de la Protection civile, a lancé une campagne nationale de sensibilisation consacrée à la prévention des accidents de la circulation durant la saison estivale 2026, selon un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, publié lundi.

Cette campagne est mise en œuvre conformément aux directives du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, avec pour objectif d'intensifier les actions de prévention et de renforcer la sensibilisation des usagers aux nouvelles dispositions du code de la route. Les opérations de sensibilisation se

poursuivent sur le terrain, à travers plusieurs wilayas du pays, notamment au niveau des barrages et des points de contrôle routiers, des axes et routes à forte circulation, ainsi que dans les plages et les espaces publics. Des messages de prévention sont directement adressés aux différents usagers de la route, notamment aux conducteurs, aux familles, aux vacanciers et aux enfants.

Ces actions visent, notamment à faire connaître les dispositions du nouveau code de la route et à rappeler l'importance du respect des règles de circulation et des limitations de vitesse. Elles portent également sur la nécessité d'éviter les manœuvres dangereuses et les infractions, de ne pas utiliser le téléphone portable au volant et de s'abstenir de conduire en état de fatigue.

Une attention particulière est également accordée aux enfants, à travers des activités destinées à leur inculquer les principes de base de la sécurité routière et à les sensibiliser aux bons comportements à adopter sur la route. Des dépliants et différents supports d'information sont distribués à cette occasion, accompagnés de conseils de prévention destinés à l'ensemble des usagers. Cette campagne s'inscrit dans le cadre des efforts continus visant à réduire les accidents de la circulation, à renforcer les actions de prévention et à promouvoir une véritable culture du respect du code de la route. Elle vise, en particulier durant la période estivale, à préserver les vies humaines et à garantir des déplacements plus sûrs pour les citoyens.

A. Menasria

NUMÉRISATION DES CARTES GRISES ET DES DOCUMENTS D'ÉTAT CIVIL EXAMEN SUR L'ÉTAT D'AVANCEMENT DES DIFFÉRENTS PROJETS

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a présidé, lundi dernier, une séance de travail consacrée au suivi de l'état d'avancement des projets de numérisation relevant de son secteur, a indiqué le ministère dans un communiqué. La réunion, qui a regroupé les cadres du ministère en charge du dossier de la numérisation, a été consacrée à l'évaluation de la situation du processus de transformation numérique dans le secteur et à l'examen de l'état d'avancement des différents projets et systèmes numériques en cours de réalisation.

Les discussions ont, notamment porté sur les projets directement liés aux services publics destinés aux citoyens, en particulier ceux relatifs aux cartes grises et aux documents d'état civil, deux volets essentiels dans la modernisation et la simplification des prestations administratives. La séance a également permis d'identifier les lacunes et les dysfonctionnements constatés dans la mise en œuvre de ces projets, susceptibles d'affecter la continuité et la qualité des services proposés aux citoyens, a précisé le communiqué. À cet effet, le ministre a donné des instructions strictes pour une prise

en charge immédiate et complète des insuffisances relevées. Il a appelé à accélérer leur traitement et à assurer un suivi permanent des différents projets et systèmes numériques, tout en veillant à finaliser les opérations qui leur sont liées, dans les délais impartis. Cette démarche vise, selon le ministère, à placer les préoccupations des citoyens au cœur des priorités et à garantir leur prise en charge effective, tout en améliorant la qualité et l'efficacité des services publics. Le ministre de l'Intérieur a également insisté sur la nécessité de renforcer la coordination et l'intégration entre les différents services et structures

concernés par le processus de numérisation. Il a, dans ce cadre, appelé à mobiliser l'ensemble des moyens et ressources disponibles afin de concrétiser les objectifs fixés dans ce domaine, dans le respect de délais précis.

Le renforcement de la numérisation, souligne le communiqué, devrait contribuer à améliorer les performances du service public, simplifier les procédures administratives et rapprocher davantage l'administration du citoyen, à travers la mise en place d'un service public moderne, efficace et adapté aux exigences actuelles.

R. N.

SÉCURITÉ NUMÉRIQUE L'ALGÉRIE DEMANDE DES CLARIFICATIONS À META

Le ministère de la Poste et des Télécommunications a adressé, lundi dernier, une «correspondance officielle» au groupe Meta, propriétaire de WhatsApp, au sujet d'une nouvelle fonctionnalité permettant aux utilisateurs de masquer leur numéro de téléphone lors de certains échanges. Le ministère demande des garanties sur son déploiement en Algérie, invoquant les risques potentiels liés à la fraude, à l'usurpation d'identité et aux crimes électroniques.

Pour les autorités algériennes, cette nouvelle fonctionnalité soulève des interrogations en matière de sécurité numérique et de traçabilité des comptes. Le ministère estime, notamment que la possibilité de masquer le numéro pourrait créer un environnement plus favorable aux pratiques frauduleuses, à l'usurpation d'identité et à certaines formes de criminalité électronique. Le secteur dirigé par Sid Ali Zerrouki rappelle que la réglementation algérienne impose que les comptes de services de messagerie instantanée, à l'image de WhatsApp, soient associés à un numéro de téléphone mobile «actif et vérifié». C'est précisément sur ce point que porte la demande adressée à Meta. La nouvelle fonctionnalité, annoncée en juin dernier et généralement désignée sous l'appellation «WhatsApp Usernames», permettrait aux utilisateurs de communiquer sous un nom d'utilisateur sans nécessairement exposer publiquement leur numéro de téléphone. Le ministère souhaite ainsi obtenir des précisions sur les modalités concrètes de son application sur le marché algérien, notamment afin de s'assurer que cette évolution ne permette pas la création ou l'utilisation de comptes totalement détachés d'un numéro mobile valide. Dans sa «correspondance officielle», le ministère insiste ainsi sur la nécessité de maintenir tous les comptes WhatsApp «actifs ou activés en Algérie» associés à un numéro de téléphone mobile «correct et vérifié par les opérateurs nationaux».

Les autorités demandent également une «confirmation» et une «réponse par écrit» garantissant qu'il ne sera pas possible de procéder à la «création ou le maintien» de comptes reposant uniquement sur un nom d'utilisateur, sans lien direct avec un numéro de téléphone valide et vérifié.

LUTTER CONTRE LES FRAUDES SANS TOUCHER AU CHIFFREMENT

Derrière cette demande se trouve principalement une préoccupation : préserver les mécanismes permettant de lutter contre les fraudes et les abus en ligne. Le ministère considère que les mesures demandées sont «nécessaires et proportionnées» au regard des risques potentiels liés à la nouvelle fonctionnalité. Le masquage du numéro pourrait, notamment, selon les autorités, faciliter certaines tentatives d'escroquerie ou d'usurpation d'identité, en rendant plus difficile l'identification de l'utilisateur à l'origine d'un compte ou d'une interaction. La question revêt une importance particulière en Algérie, compte tenu de l'utilisation massive de WhatsApp. L'application figure parmi les principaux outils de communication utilisés par les Algériens, avec près de 27 millions d'utilisateurs inscrits selon les dernières données disponibles. Pour les autorités, l'enjeu consiste donc à trouver un équilibre entre l'évolution des fonctionnalités proposées par les grandes

plateformes numériques et les exigences nationales en matière de sécurité et de lutte contre la cybercriminalité. Le ministère ne semble d'ailleurs pas fermer la porte au principe du masquage du numéro. Il se dit disposé à examiner avec Meta les modalités permettant d'adapter la fonctionnalité aux exigences du marché algérien.

DES AJUSTEMENTS SPÉCIFIQUES POUR L'ALGÉRIE ?

Dans cette perspective, les équipes techniques du ministère se tiennent prêtes à engager des discussions avec les représentants de Meta et de WhatsApp, «à chaque fois que le besoin se fera sentir». Le communiqué évoque également la possibilité de mettre en place des «ajustements techniques spécifiques au marché algérien». Une approche qui traduit la volonté des autorités de ne pas remettre en cause le développement de nouveaux services numériques, mais de veiller à ce que leur déploiement respecte le cadre réglementaire national.

L'Algérie entend ainsi préserver un principe considéré comme essentiel : l'innovation numérique ne doit pas se traduire par un affaiblissement des mécanismes de protection contre les abus. Le ministère précise, enfin, que ses demandes ne portent pas atteinte à la confidentialité des communications ni au système de chiffrement intégral de bout en bout (End-to-End Encryption) utilisé par WhatsApp. L'objectif affiché est, au contraire, de «garantir la confiance numérique», tout en renforçant les moyens de prévention contre les fraudes. Au-delà du cas de WhatsApp, cette démarche illustre une problématique appelée à devenir de plus en plus centrale : comment permettre aux plateformes numériques d'introduire de nouvelles fonctionnalités tout en maintenant, au niveau national, les mécanismes nécessaires à l'identification des utilisateurs et à la lutte contre les abus ? La réponse de Meta à la requête algérienne apportera sans aucun doute, un début de réponse à cette interrogation.

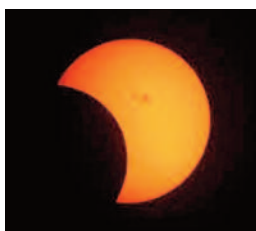
G. Salah Eddine



L'ÉCLIPSE SOLAIRE PARTIELLE VISIBLE AUJOURD'HUI EN ALGÉRIE À OBSERVER AVEC PRÉCAUTION

Une éclipse solaire partielle sera visible, aujourd'hui, dans la quasi-totalité du territoire national, un phénomène astronomique exceptionnel à observer toutefois avec précaution : ne jamais regarder directement le soleil sans protection adaptée au risque d'endommager gravement les yeux.

A cette occasion, l'association Sirius d'astronomie a indiqué, dans un communiqué, qu'elle organisera, en partenariat avec le ministère de la Jeunesse et en coopération avec les associations d'astronomie algériennes, "une observation nationale dans la ville de Ténès, dans le cadre du programme des camps d'été, où le taux d'occultation du disque solaire atteindra



horaires de l'éclipse dans les différentes wilayas du pays, ainsi qu'une carte interactive permettant de connaître le taux d'occultation, les phases de l'éclipse et les lieux d'observation avec plusieurs associations astronomiques à travers les différentes wilayas". L'association a, par ailleurs, consacré un numéro spécial de la revue

scientifique "Echihab El-Ilmi" aux aspects scientifiques et historiques de l'éclipse, ainsi qu'aux méthodes d'observation sûres, accessible via le lien : <http://mediation.cerist.dz/e2026.html>. L'éclipse solaire se produit lorsque la lune passe entre le soleil et la terre occultant totalement ou partiellement la lumière solaire. L'éclipse du 12 août 2026 sera totale sur une bande traversant le Groenland, l'Islande, le nord de l'Espagne et le Portugal, tandis qu'elle sera partielle en Algérie avec un taux d'occultation variable selon les régions. Afin de protéger les yeux et d'éviter des lésions oculaires irréversibles, il est strictement interdit d'observer directement le soleil sans protection adaptée et il est recommandé l'utilisation exclusive des lunettes spéciales d'observation des éclipses, conformes à la norme internationale ISO 12312-2.

APS

MISER SUR LE CONFORT POUR AMÉLIORER L'EXPÉRIENCE DES VOYAGEURS

LE PARI DE L'ENTMV

L'Entreprise nationale de transport maritime de voyageurs (ENTMV) s'attache à améliorer constamment ses services, afin de garantir le confort et le bien-être des passagers sur ses différentes lignes maritimes, particulièrement durant la saison estivale, période marquée par le retour massif des membres de la communauté nationale établie à l'étranger pour passer leurs vacances en Algérie.

Lors d'une traversée entre Alger et Marseille, l'Agence presse service (APS) a pu constater le niveau des services proposés à bord du car-ferry *Tariq Ibn Ziyad*, ainsi que les conditions de prise en charge des passagers, notamment en matière de confort, d'accueil et de sécurité, au regard de l'intensité du trafic enregistré sur cette ligne durant la saison estivale. Ces efforts s'inscrivent dans le cadre du programme visant à renforcer les liens entre les membres de la communauté nationale établie à l'étranger et leur pays d'origine, conformément aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. À cet égard, plusieurs passagers



ont exprimé leur satisfaction concernant les conditions de la traversée, notamment en matière d'hygiène, d'accueil et de qualité des services. Le transport maritime demeure, en effet, l'un des principaux moyens de déplacement, pour les membres de la diaspora algérienne, entre leur pays de résidence et l'Algérie. De son côté, le commissaire de bord du *Tariq Ibn Ziyad*, Rabah Ghadi, a expliqué que les efforts de l'équipage portent principalement sur l'amélioration de la qualité des services proposés aux passagers et sur le maintien des normes de sécurité tout au long du voyage.

Compte tenu de l'importance de cette liaison maritime, le *Tariq Ibn Ziyad* a bénéficié de travaux de restauration et de modernisation portant, notamment sur les équipements de sécurité et différents aménagements destinés à améliorer le confort des passagers. Ces opérations visent à garantir de meilleures conditions de voyage, notamment sur la liaison vers Marseille, dont la traversée dure généralement près de 20 heures. À bord, les équipages veillent à la sécurité de la traversée, à la qualité des prestations proposées et au suivi des conditions de séjour des

passagers. La diversité des compétences mobilisées à bord contribue ainsi au bon déroulement des différentes opérations et des services liés au voyage. Au-delà de son aspect pratique, le transport maritime reste également associé à une dimension historique et affective pour de nombreuses générations d'Algériens. Les navires de l'ENTMV font partie de la mémoire collective de voyageurs et de marins ayant, au fil des années, emprunté les différentes liaisons méditerranéennes, contribuant ainsi à maintenir les liens entre l'Algérie et sa communauté établie à l'étranger. **Abir Menasria**

TRAVAUX PUBLICS

VISITE D'INSPECTION NOCTURNE DES TRAVAUX D'EXTENSION DU PORT PHOSPHATIER D'ANNABA

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, accompagné du wali d'Annaba, Abdelkrim Lamouri, a effectué une visite nocturne inopinée au projet d'extension du port phosphatier d'Annaba, au cours de laquelle il a inspecté les travaux de réalisation d'un quai minéralier, dans le cadre du projet de phosphate intégré, a indiqué, hier, un communiqué du ministère. Cette visite, effectuée lundi dernier, s'inscrit dans le cadre de l'inspection des projets stratégiques d'infrastructures et du suivi de l'état d'avancement des travaux dans les différents

chantiers du projet, auquel le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, accorde une grande importance. Lors de cette visite, le ministre a inspecté les opérations de battage des pieux, dont 656 ont été réalisées, sur un total de 1.332, ainsi que les travaux de réalisation de l'enrochement le long du mur du quai. Il a également suivi les opérations de dragage du sable en mer par un navire spécialisé, puis son refoulement à travers des conduites flottantes, afin de constituer le remblai derrière le quai, une opération menée 24h/24, à un rythme de 30.000 M³/jour. Le ministre a également inspecté les

travaux de poutres en béton armé et les préparatifs, en cours, pour la réalisation des dalles préfabriquées en béton armé, qui seront utilisées pour constituer la superstructure du quai. Au terme de la visite, le ministre a donné des instructions aux chargées de la réalisation, pour intensifier le suivi sur le terrain et renforcer la coordination entre les différents intervenants, afin d'accélérer la cadence des travaux, tout en maintenant les travaux de nuit au même rythme, en vue d'achever le projet dans les délais impartis et conformément au programme établi.

APS

DÉPÔT DES DEMANDES DE TRANSFERT DES ENSEIGNANTS PROLONGATION DU DÉLAI AU 15 AOÛT

Le ministère de l'Éducation nationale a annoncé, lundi dernier, la prolongation, jusqu'au 15 août, du délai de dépôt des demandes de transfert des enseignants titularisés, des trois cycles d'enseignement, souhaitant être mutés en dehors de leur administration d'origine, au titre de l'année scolaire 2026-2027, ainsi que le report de la période consacrée au choix des établissements souhaités pour l'affectation, du 20 au 24 août. Dans un communiqué, le ministère «informe les

enseignants titularisés des trois cycles d'enseignement (primaire, moyen et secondaire), en situation d'exercice et ayant introduit une demande de transfert en dehors de leur administration d'origine (entrée et sortie interwilayas), au titre de l'année scolaire 2026-2027, que la période consacrée au choix des établissements éducatifs souhaités pour l'affectation dans la wilaya d'accueil, via l'espace qui leur est dédié, a été reportée pour les 20-24 août 2026, ainsi que de toutes les opérations qui

s'ensuivront». Le ministère a également informé «l'ensemble des enseignants titularisés, tous cycles confondus, en situation d'exercice, souhaitant être mutés en dehors de leur administration d'origine (entrée et sortie interwilayas), au titre de l'année scolaire 2026-2027, dans la limite des postes budgétaires vacants au niveau de la direction de l'Éducation demandée, et n'ayant pas encore introduit leur demande de transfert interwilayas, via leur espace personnel sur le système

d'information du secteur de l'Éducation nationale à l'adresse : <https://ostad.education.gov.dz>, que le délai de dépôt des demandes de transfert est prolongé jusqu'au 15 août, via le même espace. Cette mesure permet également aux enseignants ayant déjà introduit leur demande, durant la précédente période, de vérifier leurs informations personnelles et professionnelles et de lever, le cas échéant, les éventuelles réserves», selon la même source. **APS**

70^e ANNIVERSAIRE DU CONGRÈS DE LA SOUMMAM

BÉJAÏA AU RENDEZ-VOUS DE LA MÉMOIRE ET DE LA RÉSISTANCE

La culture de la résistance, dans ses dimensions historique, mémorielle et symbolique, sera au cœur d'un Colloque international organisé du 18 au 20 août à Béjaïa. Placée sous le haut patronage du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, cette manifestation est organisée par le Haut commissariat à l'amazighité (HCA), en partenariat avec le ministère des Moudjahidine et des Ayants droit, la direction générale des Archives nationales et la Commission nationale de l'Histoire et de la Mémoire, avec l'accompagnement des services de la wilaya de Béjaïa.

Intitulé «La culture de la résistance entre histoire, mémoire et imaginaire», le Colloque se tiendra à la salle des conférences de la wilaya de Béjaïa, à indiqué, hier, le HCA dans un communiqué. Cette rencontre intervient à l'occasion de la commémoration du 70^e anniversaire du Congrès de la Soummam, tenu le 20 août 1956, considéré comme l'un des tournants majeurs de la Révolution de libération nationale. Le HCA souligne, à ce propos, la portée stratégique de cet événement historique, notamment sa contribution à l'unification de l'action révolutionnaire, à la structuration de ses institutions politiques et militaires et à la définition des références organisationnelles ayant guidé la lutte armée. Le Congrès de la Soummam a ainsi constitué, selon le Haut commissariat, un socle important dans le processus ayant conduit à la construction de l'État national moderne et à la mise en place de ses institutions souveraines. La rencontre s'inscrit également dans le cadre des efforts nationaux visant à préserver la mémoire collective et à assurer la transmission de l'histoire



nationale, en faisant de cette dernière un objet de réflexion et d'analyse scientifique.

UNE LECTURE CROISÉE DE L'HISTOIRE ET DE LA MÉMOIRE

Pour le HCA, ce Colloque s'inscrit dans la continuité de l'approche scientifique et culturelle globale adoptée par les institutions de l'État. Il ambitionne, notamment de revisiter la «culture de la résistance», à travers ses différentes dimensions symboliques et mémorielles et de constituer une véritable «tribune fédératrice» pour les chercheurs et les spécialistes. Des universitaires et chercheurs venus, notamment d'Algérie, de Gambie, des États-Unis, d'Espagne, d'Italie, de Belgique, du Cameroun, de Tunisie, de France et de Mauritanie, prendront part à cette manifestation. Les travaux porteront particulièrement sur le lien entre histoire, mémoire et imaginaire dans la construction du récit national, à travers l'analyse de l'expérience algérienne. Les participants s'attacheront ainsi à mettre en évidence la complémentarité entre l'action révolutionnaire sur le terrain, la décision politique et la production symbolique, tout en ouvrant la réflexion sur des expériences comparées de

lutte et de résistance à travers le monde.

Le programme prévoit une séance inaugurale consacrée au thème «La culture de la résistance entre mémoire nationale et dimension humaine : soixante-dix ans après le Congrès de la Soummam».

Trois autres séances thématiques sont programmées autour de «Formes des résistance historique et construction de l'identité», «Le Congrès de la Soummam et les fondements de la mémoire nationale», ainsi que «Littérature, mémoire et représentations de la résistance».

LES TRADITIONS ORALES ET LES FIGURES HÉROÏQUES À L'ÉTUDE

Deux ateliers viendront compléter les travaux du Colloque. Le premier sera consacré aux traditions orales et à la transmission des souvenirs, avec une réflexion sur les récits familiaux, les témoignages et les pratiques permettant de conserver et de transmettre les expériences historiques, en dehors des sources écrites. Le second atelier portera sur les personnalités héroïques et les représentations de la résistance. Il permettra, notamment d'interroger la

construction des figures historiques dans la mémoire collective, ainsi que les différentes représentations qu'elles revêtent dans les productions culturelles. En marge des travaux scientifiques, les participants effectueront une visite du site historique d'Ifri, où s'est tenu le Congrès de la Soummam. Une exposition intitulée «Le parcours

historique de la résistance du peuple algérien, à travers les archives. Le Congrès de la Soummam comme modèle» sera également inaugurée à cette occasion.

PRÉSERVER ET TRANSMETTRE LA MÉMOIRE NATIONALE

À travers l'organisation de cette manifestation, le HCA entend réaffirmer l'importance accordée à la préservation et à la transmission de la mémoire nationale. Le Haut commissariat estime que la tenue de ce Colloque traduit «la volonté politique ferme et le souci permanent de l'État de protéger la mémoire nationale, de préserver l'héritage historique des symboles et des héros, et de le transmettre avec fidélité et responsabilité aux jeunes générations». Cette démarche participe, selon la même source, à la consolidation d'une culture de fidélité aux sacrifices consentis par les martyrs et les moudjahidine, tout en contribuant à la préservation de l'identité nationale et à la valorisation du parcours de libération de l'Algérie. Un parcours historique présenté par le HCA comme une source d'inspiration et un «phare pour les hommes libres à travers le monde».

R. C.



GRAND ENGOUEMENT DES ENFANTS SUR LA BIBLIOTHÈQUE PUBLIQUE À TAMANRASSET

La bibliothèque principale de lecture publique Ahmed-Bradai de la wilaya de Tamanrasset a drainé, en cette période estivale, de plus en plus d'enfants et de jeunes venus profiter des diverses activités culturelles et artistiques peaufinées, pour la circonstance, par cette structure culturelle, ont indiqué les responsables de cet édifice. Selon le programme proposé en l'honneur de ces catégories sociales, l'on relève des espaces et pavillons, encadrés par des acteurs pluridisciplinaires, abritant des ateliers didactiques, visant le développement cognitif

des jeunes et enfants cohérent dans l'enseignement de la langue anglaise, l'informatique, l'archéologie, la lecture, le Soroban et les jeux, dont notamment le jeu d'échec. Tenant à promouvoir les activités constructives en milieux infantiles et juvéniles de la région, ces activités, qui visent également à meubler leurs vacances, étancher leurs soif culturelle et les prémunir des dangers des fléaux sociaux, ont été favorablement accueillies et par les enfants et par leurs parents en quête de développement de formation et du savoir, en cette période de vacances. APS



www.alger16.dz
Alger16 le quotidien

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

SPORTS
SANTÉ
RÉGIONS
CULTURE
PUBLICITÉ

SCAN ME

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

CHÂN 2023
**QUE LA FÊTE SOIT BELLE,
QUE LA FÊTE COMMENCE !**

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE
A INAUGURÉ L'HÔPITAL
SPÉCIALISÉ MÈRE
ET ENFANT DE L'ARMÉE

**LA VOIE EMPRUNTÉE
PAR NOS HÉROS
VERS LA VICTOIRE**

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

DEMAIN À L'ANP
**LA FIERTÉ
DE L'ALGÉRIE**

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

DES RÉPONSES
ATTENDUES
AVANT FIN JUILLET

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

LE DRAMATISME
C'EST LA RENTRÉE !

**« PARDONNE-NOUS,
GHAZA »**

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

**« LA PAIX
PAR LE
RESPECT
MUTUEL »**

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

**LES ALGÉRIENS ÉTAIENT
AU RENDEZ-VOUS**

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

TOUJOURS PRÉSENT POUR VOUS



Skikda

LA «CITÉ DES FRAISES»

● L'un des plus magnifiques joyaux du littoral de l'Est algérien.
Skikda en arabe : تسكيس ; en berbère : ⵜⴰⵙⴰⵖⴰⵏⵜ, Tasigda, anciennement Rusicada à l'époque antique, Tasigda à l'époque médiévale, puis Philippeville pendant la période coloniale française, est une ville d'Algérie, située en bordure de la mer Méditerranée.
Surnommée la «Ville des Fraises», elle est réputée pour ses cultures maraîchères, elle offre un mélange saisissant d'histoire romaine, de dynamisme maritime et de paysages naturels d'une grande beauté. Entre les baies abritées de Collo, l'animation du port de Stora et ses plages paradisiaques, la wilaya séduit, aussi bien les amateurs de baignade et de randonnée que les passionnés d'architecture antique et coloniale.
Grâce à son emplacement ouvert sur la Méditerranée, Skikda a été le foyer de nombreuses civilisations humaines. L'étape préhistorique a été connue à travers deux époques, la première étant la découverte d'un groupe d'antiquités dans les régions de Tamalok, Karkara et la péninsule de Qol, datant de l'ère paléolithique, et la seconde datant de l'aube de l'histoire, au cours de laquelle la dynastie berbère Kutama s'y est installée. Skikda intéressa les Phéniciens, qui s'y installèrent au cours de l'an 11 av. AD 12 - BC), où ils ont construit des ports le long de la côte, pour se transformer, plus tard, en centres commerciaux actifs, dont les plus importants sont : Rosicade (Skikda), Cholo (Qol) Tissaff Tisaf (Safsaf) et Astora (Stoura).



Les trois incontournables

1 TRADITION & CULTURE

La fête de la Fraise : Célébration incontournable organisée chaque printemps (généralement en mai/juin), cette fête met à l'honneur la récolte de la fraise de Skikda, à travers des expositions, des défilés et la préparation artisanale de confitures et de gâteaux traditionnels.
Musique et Folklore : La culture populaire est marquée par la musique berbère de l'Est, le chant malouf, influencé par la proximité de Constantine, ainsi que les fêtes populaires (Waâdas), accompagnées de Fantasia dans les campagnes.



2 PATRIMOINE HISTORIQUE

De la période phénicienne et romaine (Rusicada) à la période ottomane et coloniale, la région conserve des vestiges archéologiques majeurs dispersés entre Skikda ville et la région de Collo. L'héritage architectural antique et néo-mauresque : le centre-ville de Skikda conserve un patrimoine architectural exceptionnel, notamment le Théâtre romain de l'antique Rusicada, l'un des plus grands d'Afrique du Nord, ainsi que l'Hôtel de Ville et la Skikda Railway Station, chef-d'œuvre du style néo-mauresque construit au début du XX^e siècle.



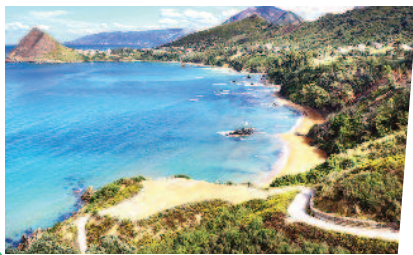
3 SAVEURS LOCALES



Galette et plats traditionnels de l'Est : Couscous aux poissons de roche (spécialité de Collo), Trida, Chakhchoukha et la pâte artisanale Kessra accompagnent la gastronomie locale.
La chakhchoukha est le plat convivial emblématique de l'Est algérien, préparé à partir de très fines galettes de semoule (ruqâq), cuites sur tadjin, puis émiettées à la main. Ces morceaux de pâte sont ensuite arrosés d'une sauce rouge riche et parfumée à base de viande d'agneau ou de poulet, de tomates, de pois chiches et d'épices relevées, comme le ras el hanout et le piment. Servie bien chaude et imbibée de sauce, elle est généralement garnie de morceaux de viande.

découverte de la semaine

Le Littoral et les Baies de Rôse : Guerbes et Collo



La côte skikdienne offre des baies et des zones humides d'une richesse écologique unique. La zone de Guerbes abrite d'immenses plages sauvages encadrées par des dunes et des lacs classés Ramsar (comme à la Plage Guerbes N°1. Plus à l'Ouest, la presqu'île de Collo enchante par ses criques encadrées de forêts de chênes-lièges et ses eaux translucides.

mon carnet d'adresses

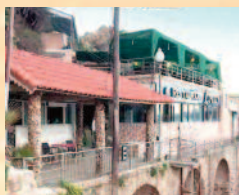
OÙ DORMIR ?

- Royal tulip skikda
- Hôtels du centre ville
- Résidences de bord de mer



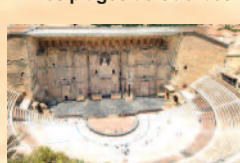
OÙ MANGER ?

- Restaurants du Port de Stora
- Restaurants de Collo



À VISITER

- Le Théâtre Romain de Skikda
- Le Skikda Railway Station
- Les plages de Guerbes



COMMENT Y ALLER ?

voiture / Autocar : Facilement accessible par l'Autoroute Est-Ouest et la RN44, depuis Constantine (~80 km) ou Annaba (~110 km).
En train / Avion : Liaisons ferroviaires quotidiennes via la Skikda Railway Station et proximité de l'aéroport de Constantine ou d'Annaba.

BON À SAVOIR :

Si vous souhaitez assister à la célèbre fête de la Fraise, prévoyez votre séjour à la fin du printemps. Pour le tourisme balnéaire, les mois de juillet et août offrent une ambiance animée, tandis que juin et septembre permettent de profiter des plages, en toute quiétude.



Prochain rendez-vous

CAP SUR EL KALA



Voyager,
c'est découvrir
l'âme
de l'Algérie...





www.alger16.dz



Alger16, Le quotidien du Grand Public



AMÉLIOREZ VOTRE ENDURANCE MIEUX RESPIRER POUR MIEUX COURIR

ESSOUFFLEMENT, POINTS DE CÔTÉ, FATIGUE RAPIDE... DE NOMBREUX COUREURS PENSENT MANQUER D'ENDURANCE, ALORS QUE LE PROBLÈME VIENT SOUVENT... DE LA RESPIRATION.

épaules et le dos. À long terme, cette mauvaise habitude peut même nuire au confort de course.
Autre erreur fréquente : vouloir respirer uniquement par le nez, même lorsque l'intensité devient élevée. Si cette méthode peut être utile à allure lente ou pendant la récupération, elle ne suffit souvent plus dès que l'effort augmente. Dans ce cas, la bouche doit aussi participer pour laisser entrer davantage d'air.

LA RESPIRATION RYTHMIQUE : SYNCHRONISER SOUFFLE ET FOULÉES

Parmi les techniques les plus simples à adopter, la respiration rythmique est l'une des plus efficaces. Elle consiste à synchroniser son souffle avec ses pas pour créer un rythme régulier et stable. Par exemple, on peut inspirer pendant deux foulées puis expirer pendant deux foulées. Ce schéma 2:2 est particulièrement pratique pour commencer, car il aide à structurer la respiration et à mieux contrôler l'effort. Cette méthode a plusieurs avantages. D'abord, elle permet de se concentrer sur une cadence respiratoire précise, ce qui évite de partir dans une respiration anarchique. Ensuite, elle favorise une meilleure coordination entre le souffle et le mouvement. Enfin, elle aide à réduire le stress de l'effort, car le coureur ressent une forme de contrôle plus rassurante. Pour les sorties plus longues, certains coureurs préfèrent adopter un rythme 3:3 ou 4:4, c'est-à-dire trois pas à l'inspiration et trois pas à l'expiration, puis quatre et quatre. Ce type de respiration convient bien aux allures modérées, où l'objectif est de rester dans un effort confortable et durable. À l'inverse, lors d'un travail plus intense, le rythme 2:2 reste souvent plus adapté. L'intérêt principal de la respiration rythmique est d'aider le coureur à trouver une régularité. En répétant cet exercice, il devient plus facile de garder un souffle stable, de réduire les sensations de panique à l'effort et d'améliorer sa fluidité générale.

LA RESPIRATION VENTRALE : FAIRE TRAVAILLER LE DIAPHRAGME

La respiration ventrale, aussi appelée respiration abdominale, est une autre technique très utile pour les coureurs. Contrairement à la respiration haute, qui mobilise surtout la poitrine, elle consiste à faire descendre l'air plus profondément en utilisant le diaphragme. À l'inspiration, le ventre se gonfle légèrement ; à l'expiration, il se relâche. Cette façon de respirer présente de nombreux bénéfices. Elle améliore d'abord la capacité respiratoire en permettant une inspiration plus ample. Elle aide aussi à mieux oxygéner le corps, puisque le diaphragme joue un rôle central dans le mouvement de l'air. Enfin, elle favorise le relâchement musculaire, en particulier au niveau des épaules, du haut du dos et de la nuque. Pour pratiquer cet exercice, il est préférable de commencer au repos, allongé ou assis, avant de l'intégrer progressivement à la course. Il suffit de poser une main sur le ventre pour sentir le mouvement : à l'inspiration, la main doit se soulever légèrement ; à l'expiration, elle redescend. L'objectif est d'apprendre à respirer plus profondément et plus calmement. Avec le temps, cette respiration devient plus naturelle et peut être utilisée pendant l'effort. Elle aide à mieux gérer les sensations d'essoufflement et à prolonger la durée de course sans se sentir

bloqué. C'est aussi une excellente manière de réduire les tensions inutiles qui peuvent apparaître quand on court en se contractant. La respiration alternée : calme et concentration Moins connue dans le milieu de la course à pied, la respiration alternée vient du yoga et peut pourtant être très intéressante. Elle consiste à respirer en alternant les narines, ce qui demande de la concentration et favorise un recentrage sur soi. Cet exercice se pratique plutôt au repos, avant un entraînement ou pendant l'échauffement. La respiration alternée n'a pas pour vocation d'améliorer directement la puissance respiratoire pendant la course. En revanche, elle aide à calmer le mental, à réduire le stress et à préparer le corps à l'effort. Pour beaucoup de coureurs, elle constitue un bon outil de préparation, notamment avant une séance importante ou une compétition. En apprenant à contrôler le souffle dans un contexte calme, on développe aussi une meilleure conscience de sa respiration. Cela peut ensuite faciliter l'adoption de bons réflexes une fois lancé sur la route ou sur un sentier.

LES BONNES HABITUDES À ADOPTER EN COURSE

Au-delà des exercices spécifiques, certaines règles simples permettent de mieux respirer en courant. La première est d'adapter sa respiration à l'intensité de l'effort. À allure lente, il est possible de respirer par le nez, ce qui filtre et réchauffe l'air inspiré. Lorsque l'effort devient plus soutenu, la bouche doit participer afin d'augmenter le débit d'air. La posture joue également un rôle important. Courir le dos droit, les épaules relâchées et le buste légèrement ouvert facilite l'entrée de l'air dans les poumons. À l'inverse, une posture voûtée ou crispée limite l'amplitude respiratoire. Il est donc utile de vérifier régulièrement sa position pendant l'effort, surtout lorsqu'on commence à fatiguer. Il faut aussi apprendre à partir progressivement. Beaucoup de difficultés respiratoires apparaissent au début d'une séance, lorsque l'allure est trop rapide. Un départ contrôlé permet au corps de s'installer plus facilement dans l'effort et d'éviter l'essoufflement prématuré. La respiration devient alors plus stable au fil des minutes. Enfin, il est essentiel de rester relâché. Plus le coureur se contracte, plus la respiration se bloque. Détendre la mâchoire, relâcher les bras et baisser les épaules peut suffire à améliorer nettement le confort de course.

UN APPRENTISSAGE PROGRESSIF POUR DE VRAIS BÉNÉFICES

La bonne nouvelle, c'est que la respiration se travaille. Il ne s'agit pas d'un talent réservé aux athlètes expérimentés, mais d'une compétence que tout coureur peut développer. Quelques minutes d'exercices réguliers, associées à une pratique attentive de la course, peuvent déjà apporter des résultats visibles. Avec le temps, mieux respirer permet non seulement de courir plus longtemps, mais aussi de prendre davantage de plaisir. L'effort devient moins subit, la gestion de l'allure plus simple et la fatigue plus tardive. Pour les coureurs débutants comme pour les plus aguerries, apprendre à respirer correctement est donc un véritable atout. C'est souvent dans ces petits ajustements invisibles que se trouvent les plus grands progrès.

Essoufflement, points de côté, sensation d'étouffement, jambes lourdes, fatigue qui arrive trop vite... Beaucoup de coureurs pensent manquer d'endurance, alors que le véritable problème se trouve parfois ailleurs : dans la respiration. En course à pied, bien respirer n'est pas un détail. C'est même l'un des piliers de la performance, du confort et de la prévention des douleurs. Une respiration mal maîtrisée peut limiter les capacités physiques, accentuer la fatigue et rendre chaque sortie plus difficile. À l'inverse, apprendre à respirer correctement peut transformer l'expérience de course et permettre de courir plus longtemps, plus sereinement et avec plus d'efficacité.

LA RESPIRATION, UN MOTEUR ESSENTIEL DE L'EFFORT

Quand on court, le corps a besoin de beaucoup plus d'oxygène qu'au repos. Cet oxygène alimente les muscles, soutient la production d'énergie et aide l'organisme à maintenir l'effort. En parallèle, la respiration permet aussi d'évacuer le dioxyde de carbone produit pendant l'activité. Si cet échange n'est pas optimal, l'effort devient rapidement plus coûteux pour l'organisme. Une respiration trop superficielle ou trop rapide peut entraîner une sensation d'essoufflement précoce. Le coureur se crispe, le rythme cardiaque s'accélère, les épaules montent et le geste devient moins fluide. Cela peut aussi favoriser l'apparition de douleurs latérales, les fameux points de côté, particulièrement fréquents chez les débutants ou lors d'un effort mal géré. En réalité, ce n'est pas toujours le manque de condition physique qui est en cause, mais une mauvaise gestion du souffle. La respiration joue également un rôle dans ce que les spécialistes appellent l'économie de course. Il s'agit de la capacité à utiliser l'oxygène de façon efficace pour produire un effort donné. Plus cette économie est bonne, moins le corps dépense d'énergie pour maintenir une allure stable. Cela signifie que le coureur peut aller plus loin, plus vite ou plus longtemps, tout en gardant une sensation de maîtrise.

POURQUOI LES COUREURS RESPIRENT SOUVENT MAL

Beaucoup de personnes courent sans vraiment prêter attention à leur respiration. Elles se focalisent sur l'allure, la distance ou le chrono, et oublient que le souffle doit accompagner l'effort. Or, sous l'effet du stress, de la fatigue ou d'un départ trop rapide, la respiration devient souvent courte, haute et irrégulière. Chez certains coureurs, la respiration se bloque presque au niveau de la poitrine, sans faire travailler correctement le diaphragme. Ce type de respiration sollicite davantage les muscles accessoires du haut du corps, ce qui fatigue plus vite et crée des tensions inutiles dans le cou, les

NUMÉROS UTILES

URGENCES ET SÉCURITÉ

SAMU
021.67.16.16/
67.00.88

CHU MUSTAPHA
021.23.55.55

CHU BEN AKNOUN
021.91.21.63

CHU BENI MESSOUS
021.93.11.90

CHU BAINEM
021.81.61.13

CHU KOUBA
021.58.90.14

AMBULANCES
021.60.66.66

DÉPANNAGE GAZ
021.68.44.00

DÉPANNAGE ÉLECTRICITÉ
021.68.55.00

SERVICE DES EAUX
021.58.32.32/
58.37.37

PROTECTION CIVILE
021.61.00.17

SÛRETÉ DE WILAYA
021.63.80.62

GENDARMERIE
021.62.11.99/
62.12.99

NUMÉROS UTILES

AÉROPORT HOUARI-BOUMEDIENE
021.54.15.15

AIR ALGÉRIE (RÉSERVATION)
021.28.11.12

Air France
021.73.27.20/
73.16.10

ENMTV
021.42.33.11/12

SNTF
021.76.83.65/
73.83.67

SNTR
021.54.60.00/
54.05.04

Hôtel Sheraton
021.37.77.77

Hôtel Mercure
021.24.59.70/85

Hôtel El-Djazzir
021.23.09.33/37

Hôtel El-Aurassi
021.74.82.52

Hôtel Hilton
021.21.96.96

Hôtel Sofitel
021.68.52.10/17

Pour vos petites annonces: **UN SEUL JOURNAL**

Les petites annonces
sont à **150 DA** seulement

Anniversaires, félicitations...
à **300 DA** seulement

ALGER 16

alger16.dz@gmail.com
5, rue du Sacré-Coeur, Alger

020 10 23 68

3 FOOTBALL : PEREZ À L'ORIGINE DE LA CATASTROPHE ! RAISONS QUI ONT POUSSÉ RODRI À REFUSER LE REAL MADRID

Le dossier Rodri semble désormais prendre une tournure inattendue. Alors que le milieu de terrain de Manchester City était un temps annoncé proche du Real Madrid, l'international espagnol aurait finalement choisi de privilégier le FC Barcelone. Plusieurs éléments auraient pesé dans cette décision, notamment les hésitations du club madrilène et les interrogations du joueur sur le projet merengue.

Selon les informations du journaliste espagnol Ramón Álvarez de Mon, Rodri aurait rencontré José Ángel Sánchez, directeur général du Real Madrid, après la Coupe du monde. Au cours de cet entretien, le milieu de terrain ne se serait pas montré fermé à l'idée de rejoindre la capitale espagnole. Il aurait toutefois fait part de plusieurs réserves qui auraient progressivement refroidi les discussions.

• UN INTÉRÊT JUGÉ TROP TARDIF

La première source de frustration pour Rodri aurait été le manque de réactivité du Real Madrid. Le joueur aurait été surpris de voir le club espagnol tarder à passer concrètement à l'action, alors que son profil correspondait depuis longtemps aux besoins de l'équipe. Le Real Madrid aurait notamment attendu d'obtenir des garanties concernant l'état de son genou avant d'accélérer les

démarches. Ses performances exceptionnelles lors de la Coupe du monde, où il a été désigné meilleur joueur de la compétition, auraient ensuite renforcé l'intérêt madrilène. Pour Rodri, cette approche tardive aurait néanmoins donné le sentiment que son recrutement ne constituait pas une priorité absolue pour la direction de Florentino Pérez.

• DES DOUTES SUR LE PROJET SPORTIF

Le deuxième élément aurait concerné le projet présenté par le Real Madrid. Malgré l'avancée des discussions, Rodri aurait eu des interrogations sur la manière dont le club avait géré son dossier et surtout sur le calendrier choisi pour concrétiser son intérêt. Le joueur aurait ainsi eu le sentiment que le Real Madrid n'avait pas affiché suffisamment tôt une volonté claire de le recruter. Une situation qui l'aurait incité à rester attentif aux autres propositions susceptibles de se présenter à lui.

• LES INTERROGATIONS AUTOUR DU VESTIAIRE

Le troisième point aurait été encore plus sensible. Toujours selon Ramón Álvarez de Mon, Rodri aurait évoqué auprès de la direction madrilène les informations faisant état de tensions ou de problèmes au sein du vestiaire. Le milieu espagnol aurait demandé des explications sur la situation interne du club avant de poursuivre les discussions. Le Real Madrid aurait alors tenté de le rassurer et de répondre à ses interrogations. À ce stade, le transfert semblait pourtant

encore réalisable. Rodri aurait été favorable à l'idée de revenir en Espagne et de porter le maillot merengue. Mais l'attentisme madrilène allait finalement permettre au Barça de changer complètement la donne.

• LE BARÇA PROFITE DE L'HÉSITATION MADRILÈNE

Alors que le Real Madrid devait également gérer d'autres dossiers importants, notamment le recrutement de Diomandé et la prolongation de Vinicius, le FC Barcelone aurait décidé de passer à l'offensive.

Cette entrée en scène aurait profondément modifié la situation. Rodri se serait retrouvé face à deux projets espagnols aux ambitions différentes et aurait finalement accordé sa préférence au club catalan.

Le milieu de terrain aurait notamment été séduit par le projet sportif barcelonais, mais aussi par la présence de plusieurs joueurs qu'il connaît au sein de la sélection espagnole. Le style de jeu du Barça aurait également joué un rôle

important dans sa réflexion, puisqu'il correspondrait particulièrement à ses qualités techniques et à sa vision du football.

• UN ACCORD AVEC LE BARÇA, CITY ENCORE À CONVAINCRE

Rodri aurait désormais trouvé un accord financier avec le FC Barcelone. Il resterait toutefois à finaliser l'entente entre le club catalan et Manchester City afin de permettre au transfert de devenir officiellement effectif.

Ce qui semblait autrefois être une opération en bonne voie pour le Real Madrid aurait donc pris une tout autre direction. Les hésitations de la direction merengue, les réserves exprimées par Rodri et l'offensive du Barça au moment opportun auraient progressivement fait basculer le dossier. Le milieu espagnol se rapprocherait ainsi du Camp Nou, laissant au Real Madrid le regret d'avoir peut-être laissé passer une opportunité majeure.

A. Amine



SERIE A

Fenerbahçe a un accord avec Naples pour Romelu Lukaku

Après deux saisons sous les couleurs de Naples, marquées notamment par la conquête d'un Scudetto, Romelu Lukaku s'apprête à tourner la page italienne cet été. D'après Sky Italia, le club napolitain a trouvé un accord complet avec Fenerbahçe pour le transfert définitif du buteur belge. L'opération est évaluée à 6 millions d'euros assortis de bonus, permettant aux Azzurri de déléster leur masse salariale tout en récupérant une indemnité sur le joueur de 33 ans, convoité ardemment depuis plusieurs jours par le Fener.

L'international belge s'envole ainsi pour Istanbul afin de relever un nouveau défi au sein d'une équipe ambitieuse qui a déjà recruté Nathan Aké, Vedat Muriqi et Mason Greenwood cet été. Pour le Napoli, ce départ est bienvenu après une année éprouvante avec Lukaku qui a été absent une longue partie de la dernière cuvée.

ATLÉTICO DE MADRID

Le vestiaire attend des excuses de Julián Álvarez

Le vestiaire de l'Atlético de Madrid n'aurait pas tourné le dos à Julián Álvarez, malgré la volonté affichée par l'attaquant argentin de quitter le club durant la Coupe du Monde. De retour à Madrid et déjà engagé dans sa préparation individuelle, le joueur reste considéré comme un élément majeur du groupe. Ses coéquipiers seraient ainsi disposés à l'accompagner dans cette période délicate et à maintenir une atmosphère positive autour de lui, alors que l'Atlético campe sur sa position : Álvarez n'est pas à vendre. Toutefois, selon la Cadena SER, le vestiaire estime que l'Argentin doit désormais prendre ses responsabilités. Ses déclarations ayant provoqué cette situation, le groupe considérerait qu'il lui revient de reconnaître son erreur et de présenter ses excuses aux supporters avant de tenter de rétablir la confiance sur le terrain. En clair, les joueurs veulent soutenir Álvarez, mais attendent également de lui un geste fort pour tourner la page et repartir sur de nouvelles bases avec l'Atlético.



Ligue des Champions : L'UEFA serre la vis sur le VAR et prend ses distances avec la FIFA

L'UEFA veut reprendre la main sur la question de l'arbitrage alors que les relations avec la FIFA sont particulièrement tendues. L'instance européenne vient de lancer «Clear Line», une plateforme qui recense plus de 150 situations litigieuses afin d'aider les arbitres à

appliquer les mêmes interprétations des lois du jeu et à mieux définir les interventions du VAR. Roberto Rosetti, patron de l'arbitrage de l'UEFA, explique que l'objectif est d'apporter davantage de clarté sur les décisions les plus complexes, tout en faisant évoluer régulièrement l'outil selon L'Équipe. Derrière cette initiative se cache surtout une philosophie différente de celle observée récemment lors des compétitions de la FIFA. L'UEFA souhaite

limiter l'assistance vidéo aux erreurs «claires et évidentes», conformément à l'esprit original du protocole VAR. «Le VAR n'arbitre pas le match. Il est juste là pour des situations claires et des erreurs évidentes», a insisté Rosetti, qui réclame également des arbitres capables de conserver leur personnalité et leur autorité sur le terrain. Une manière pour l'UEFA de défendre un usage plus limité de la vidéo.

COUPE D'AFRIQUE FEMININE (DEMI-FINALE) ALGÉRIE - MALAWI
AUJOURD'HUI À 18 HEURES AU STADE OLYMPIQUE DE RABAT

APRÈS L'EXPLOIT, TOUS LES RÊVES SONT PERMIS !

La sélection nationale des féminines a un rendez-vous historique, aujourd'hui à partir de 18 heures au stade olympique de Rabat, face à son homologue du Malawi, pour le compte de la première demi-finale de cette édition 2026. Après le double exploit du carré d'or, qualificatif au Mondial brésilien, le rêve est désormais permis de franchir ce cap vers la finale, et pourquoi pas brandir le trophée !

Disons-le tout de suite : la mission ne s'annonce pas de tout repos pour les Algériennes qui auront, en face, cet autre prétendant, le Malawi, qui célèbre les mêmes performances que celles acquises par les Algériennes, et nourri les mêmes ambitions, les mêmes rêves, d'aller le plus loin possible dans cette aventure continentale alléchante, devenue exotique pour les deux sélections. En effet, déjà assurées d'aller au prochain Mondial, en 2027, au Brésil, après leur accession historique à ce niveau de la compétition, les Vertes, comme les «Scorchers», exhibent désormais un appétit plus vorace que jamais de pousser au max leurs limites. Logique du reste ! A deux pas du sacre final, les avidités grandissent, on se sent pousser des ailes, l'envie de se transcender double, ... Dans l'euphorie de sons parcours réjouissant, le Malawi pourrait même oublier qu'il n'est qu'à sa première participation en phase finale de la coupe d'Afrique des nations. Et pour un coup d'essai, c'est bien un coup de maître, avec déjà cette demi-finale et un billet pour le Mondial. Plus que remarquable pour une sélection désignée comme novice. De son côté, l'Algérie, est certes à sa septième participation, mais n'avait jusque-là jamais atteint ce dernier quatuor du tournoi final. C'est désormais chose faite, sous la houlette du sélectionneur Farid Benstiti, qui est déjà certain d'avoir fait mieux que lors de la dernière édition, où

l'aventure s'est arrêtée à un tour précédent pour les Algériennes.

BENSTITI : «SADINE M'A JAMAIS LÂCHÉ, LE MESSAGE DU PRÉSIDENT DE LA REPUBLIQUE NOUS EST ALLÉ DROIT AU CŒUR, ET ON NE S'ARRÊTERA PAS LA ».

Une belle avancée, en somme, pour les vertes qui confirment ainsi leur progression constante ces quatre dernières années. Et ce n'est pas fini ! «Notre qualification en demi-finale nous entraîne à nous projeter dans l'avenir. On a passé un cap, et maintenant on a cette demi-finale (...), une belle carte à jouer, et ça serait dommage de gaspiller quelque chose qui a, pour l'instant, été récompensée, et il faut plus de récompenses. Je crois qu'on ne peut pas s'arrêter là», ambitionne le sélectionneur national Farid Benstiti, sur FAF TV. Au passage, il a tenu à rendre un hommage appuyé au président de la FAF Walid Sadi sur l'apport et l'attention qu'il a toujours accordés à cette sélection. «Tout le monde va dire que c'est le travail de Farid Benstiti. Mais (...) Je tiens sincèrement à remercier notre président. Dans les moments difficiles, c'est la personne qui ne m'a jamais lâché. On subit parfois des tempêtes, mais le capitaine n'a jamais lâché Farid Benstiti. Cela m'a permis de tenir», lui témoigne-t-il reconnaissant, en mettant en avant sa contribution dans ce que la sélection féminine est en train de réussir. Le message du président de la République ? «Nous avons été très heureux de lire ce communiqué. C'est vraiment quelque chose qui nous va droit au cœur. Lorsqu'on s'intéresse à nous au plus haut niveau, cela veut dire que nous avons eu un impact sur le sport en Algérie, et particulièrement sur le football. Nous allons essayer de les rendre encore plus fiers lors de cette demi-finale», aspire le sélectionneur national.

SEUL BEMOL, MORGANE IKENE OUT POUR LE RESTE DE LA CAN

Seul regret peut-être pour les Vertes lors de cette CAN, le groupe, et Benstiti devront envisager la suite de la



compétition sans la talentueuse Morgane Ikene qui est déclarée forfait pour le reste de la compétition. Blessée lors du quart de finale face à la Côte d'Ivoire, la joueuse avait été contrainte de quitter la pelouse, avant d'être évacuée vers un établissement hospitalier. Après des examens approfondis, Ikene a dû, le cœur serré, accepter la sentence médicale qui lui a imposé de passer d'urgence sur le billard. «La joueuse a subi, hier (ndlr dimanche dernier), une intervention chirurgicale au niveau de la cheville, qui s'est déroulée avec succès», a communiqué la FAF, avant-hier. «En raison de cette blessure, Morgane Ikene est forfait pour la suite de la compétition», a indiqué la FAF.

Djaffar Chilab



JS KABYLIE

Le gardien Alexis Guendouz signe, en attendant Brahim Dib

Le MC Alger a annoncé, avant-hier lundi, en début de soirée, le départ surprenant de son gardien international Alexis Guendouz pour la JSK. «La direction du MC Alger annonce avoir trouvé un accord avec la JS Kabylie pour le transfert du gardien de but Alexis Guendouz. A cette occasion, la direction du Doyen tient à exprimer ses sincères remerciements et sa reconnaissance à Guendouz pour tout ce qu'il a apporté à l'équipe et pour son comportement exemplaire tout au long de son passage au club, tout en lui souhaitant beaucoup de réussite dans sa prochaine expérience», a communiqué le MCA sur ses réseaux. De son côté la JSK a également confirmé l'arrivée de son nouveau portier. Le transfert a, toutefois, soulevé des interrogations chez les fidèles des Jaunes et Verts, vu la présence déjà sur place d'un autre gardien, tout aussi chevronné, à savoir Gaya Merbah. Par contre, la galerie canarienne reste suspendue aux développements des tractations engagées par la direction du club avec la vedette du CS Constantine, Brahim Dib qu'on dit tout proche de signer du côté de Tizi Ouzou. En effet, les informations en provenance de l'Est, y compris au sein de la maison clubiste, ébruite la signature imminente du joueur pour la JSK.

Djaffar C.

**SUPER COUPE D'AFRIQUE DES CLUBS
Sundowns - USM Alger
le 8 novembre à Pretoria**

La finale de la Supercoupe de la CAF-2026 qui opposera l'USM Alger, détentrice de la coupe de la CAF, aux Sud-Africains de Mamelodi Sundowns, détenteurs de la Ligue des champions, est fixée par la CAF pour le dimanche 8 novembre prochain à 15 heures (heure locale), soit 14 heures (heure algérienne). La rencontre sera domiciliée au stade Loftus-Versfeld de Pretoria, en Afrique du Sud, a-t-on indiqué de même source. Pour l'USM Alger, c'est là une occasion de rafler une seconde supercoupe africaine, après celle gagnée contre l'Ahly du Caire, le 15 septembre 2023, en s'imposant (1-0) face au club égyptien au stade King Fahdn à Taif, en Arabie Saoudite. Pour rappel, l'USMA a gagné deux coupe de la CAF. La première, le 3 juin 2023, face aux Young Africans de Tanzanie, et la deuxième, le 16 mai dernier, face au Zamalek SC d'Égypte, aux tirs au but (8-7).

D. C.

SELECTIONS NATIONALES DES JEUNES

Les U17 en plein cap sur le Mondial qatari

La sélection nationale des moins de 17 ans que dirige Amine Ghimouz continue sa préparation en prévision du Mondial de la catégorie prévu en novembre prochain au Qatar. Le groupe a clôturé, dimanche dernier, son stage préparatoire, entamé au début du mois au Centre technique national de Sidi Moussa, avec la participation des joueurs locaux, a indiqué la FAF. Au programme de la dernière journée, une deuxième rencontre d'application disputée face aux moins de 20 ans de la JSM El-Biar, sur l'une des pelouses du CTN. Le match s'est soldé par une victoire des Verts par (3 - 1). Les trois buts ont été inscrits par Okba Kenteh Edi, Ahmed Fadi Chihaba et Mohamed Tahar Akbach. La rencontre, a commenté la Fédération, a permis au sélectionneur national, Amine Ghimouz, et à son staff technique de faire participer un maximum de joueurs et d'évaluer le travail réalisé durant cette étape de préparation. A signaler que la sélection devra se remettre à nouveau en regroupement, toujours à Sidi Moussa, dès le 20 août prochain. Ce stage à venir devrait s'étaler jusqu'au 28 du même mois, annonce l'instance fédérale.

D. C.

**BOGOTA -**

Au moins 111 personnes sont mortes et des dizaines d'autres ont été blessées, lundi dernier, dans le puissant séisme qui a frappé l'ouest de la Colombie, notamment la «région du café» et Cali, troisième ville du pays.

WENCHANG

(Chine) - Une mission de lancement de satellite utilisant une fusée porteuse Longue Marche-7 modifiée a échoué, lundi dernier, dans le sud de la Chine, selon l'Agence Chine nouvelle.

LONDRES -

Près des trois quarts de l'Angleterre (71,3%) se trouvent désormais en état de sécheresse, a indiqué, lundi dernier, l'Agence environnementale britannique dans un communiqué.

CARACAS -

Le double séisme qui a frappé le Venezuela, le 24 juin dernier, a fait 6.301 morts, selon un nouveau bilan officiel communiqué, lundi, par le président du Parlement.

ADDIS-ABEBA -

Le Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'Union africaine (UA) se réunira aujourd'hui, pour délibérer sur le thème «Progrès accomplis dans la mise en œuvre de la feuille de route pour faire taire les armes en Afrique : revitalisation», dans un contexte de défis persistants pour la paix et la sécurité sur le continent.

JOS (Nigeria) -

Dix policiers, deux civils et 17 bandits présumés ont été tués, hier à l'aube, lors d'un affrontement entre les forces de sécurité nigérianes et un groupe d'hommes armés dans l'Etat de Kebbi, dans le nord-ouest du Nigeria, a indiqué la police.

TRAVAUX DE L'UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DES CADRES DU FRONT POLISARIO ET DE LA RASD

BRAHIM GHALI RÉAFFIRME L'EXIGENCE DU DROIT À L'AUTODÉTERMINATION

Le dossier du Sahara occidental s'est retrouvé, une nouvelle fois, au centre des débats de l'Université d'été des cadres du Front Polisario et de la République arabe sahraoui démocratique (RASD), ouverte hier à Boumerdès. Dans son intervention inaugurale, le président sahraoui Brahim Ghali a réaffirmé que toute issue durable au conflit devait, selon lui, reposer sur l'exercice par le peuple sahraoui de son droit à l'autodétermination.



Organisée à l'université M'hamed-Bougara de Boumerdès, la 14^e édition de cette rencontre réunit des cadres du Front Polisario et de la RASD autour des principaux enjeux politiques, diplomatiques et régionaux liés à la question sahraoui. L'ouverture des travaux a été marquée par une intervention particulièrement ferme du président sahraoui, Brahim Ghali, qui a placé le principe de l'autodétermination au cœur de son analyse de l'évolution du dossier.

Dans son intervention, M. Ghali est revenu sur la résolution 2797 du Conseil de sécurité des Nations unies. Il a estimé que ce texte, «malgré les tentatives visant à accorder une priorité injuste à la proposition marocaine expansionniste», confirme, avant tout, que «le règlement définitif du conflit au Sahara occidental passe par l'exercice, par le peuple sahraoui, de son droit à l'autodétermination».

Au-delà de la lecture politique de la résolution, le Président sahraoui a voulu réaffirmer la position du Front Polisario dans le processus diplomatique. Il a rappelé que le mouvement avait «démonstré sa bonne foi et sa disponibilité constante à coopérer positivement», tout en appelant le Conseil de sécurité à adopter «une position claire et ferme» face à ce qu'il a qualifié d'«entêtement» du Maroc et sa volonté de consacrer le fait accompli.

Pour le Président Ghali, la persistance de cette situation risque de produire des conséquences dépassant le seul cadre du conflit sahraoui. Une telle démarche, a-t-il averti, ne ferait qu'exacerber «les tensions et les crispations» dans la région et menacer la paix et la stabilité.

Cette dimension régionale a occupé une place importante dans son discours. Le Président sahraoui a présenté la question du Sahara occidental non seulement comme un conflit de décolonisation, mais également comme un dossier susceptible d'avoir des répercussions sur les équilibres sécuritaires du Maghreb et du Sahel.

Brahim Ghali a, dans ce contexte, durci son réquisitoire contre la politique marocaine. Il a mis en garde contre ce qu'il a présenté comme le caractère «expansionniste et agressif» de cette politique, qu'il considère comme «une menace imminente pour la région, en particulier, ainsi que pour l'Afrique, l'Europe et au-delà».

Selon lui, cette politique ne relève pas uniquement d'une volonté de «s'emparer des territoires d'autrui», mais s'inscrit également dans une démarche fondée sur «le chantage permanent, la menace continue et l'attente de contreparties, quelles qu'en soient les conséquences et les résultats».

Il a également dénoncé une supposée mise à disposition de la souveraineté marocaine au profit de «forces coloniales et sionistes», présentant le Maroc comme un «Etat fonctionnel» chargé, selon lui, de faire avancer des «agendas de déstabilisation».

L'UE ET L'UA INTERPELLÉES

Le volet européen a également occupé une place importante dans l'intervention de Brahim Ghali. Le Président sahraoui s'est dit «surpris» par l'attitude de l'Union européenne et ce qu'il a qualifié de «silence honteux» face aux violations du droit international et aux décisions de la justice européenne.

Il a, notamment critiqué la conclusion d'accords qu'il considère comme permettant «le pillage des richesses d'un peuple vivant sous occupation», estimant que le Maroc constitue, «chiffres à l'appui», une menace permanente pour la sécurité européenne. Cette critique s'inscrit dans le débat plus large sur les relations entre l'Union européenne et le Maroc, particulièrement autour des accords commerciaux et de leur application aux territoires et aux ressources du Sahara occidental. Pour le Président sahraoui, les considérations économiques ne sauraient primer sur les principes du droit international.

Dans le même registre, Brahim Ghali a estimé que la pression exercée sur l'Europe ne se limitait pas à «la pression et au chantage, à travers l'immigration clandestine». Il a accusé les autorités marocaines de mettre leurs propres ressortissants «en danger», citant, notamment la situation à la frontière européenne de Ceuta.

L'intervenant a également fait référence aux attaques terroristes commises en Europe. Il a assuré que nombre d'entre-elles ont été «planifiées et exécuté par des ressortissants marocains».

Au niveau continental, le Président sahraoui a appelé l'Union africaine à assumer ses responsabilités, afin de parvenir à «une solution urgente au conflit» opposant, selon ses termes, la République sahraoui au Royaume du Maroc.

M. Ghali a particulièrement insisté sur les principes consacrés par l'Acte constitutif de l'organisation continentale, notamment «l'interdiction de l'acquisition du territoire d'un autre Etat par la force» et «le respect des frontières héritées de l'accession à l'indépendance».

La référence à ces principes n'est pas anodine. Le Sahara occidental demeure l'un des dossiers les plus anciens de décolonisation inscrits à l'agenda international et constitue également une question particulièrement sensible au sein de l'Union africaine, dont la RASD est membre.

Le Président sahraoui, M. Brahim Ghali a conclu en assurant que le peuple sahraoui avait «tranché» et pris la décision de

poursuivre «le combat et la résistance de libération, par tous les moyens légitimes», jusqu'à «l'achèvement de la souveraineté de son Etat sur l'ensemble de son territoire national».

Cette déclaration résume la ligne défendue par la direction sahraoui : maintenir le droit à l'autodétermination comme référence centrale, poursuivre la mobilisation diplomatique et politique et inscrire le conflit dans le cadre plus large du droit international et des principes fondateurs de l'Union africaine.

À Boumerdès, l'Université d'été des cadres du Front Polisario et de la RASD apparaît ainsi comme un espace de réflexion politique, mais également comme une tribune destinée à réaffirmer les positions sahraouies face à l'évolution du dossier.

LA JUSTESSE DE LA CAUSE SAHRAOUIE

Intervenant dans le même contexte, plusieurs responsables ont réaffirmé leur soutien au droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et salué la position constante de l'Algérie en faveur de cette cause. Le président du Comité national algérien de solidarité avec le peuple sahraoui (CNASPS), Saïd Ayachi, a ainsi affirmé que «la solution juste et définitive à la question sahraoui passe par la consultation du peuple sahraoui, afin qu'il décide librement de son avenir». Il a, à ce titre, dénoncé «les tentatives de contourner la question sahraoui et de la sortir de son cadre juridique».

De son côté, l'ambassadeur sahraoui en Algérie, Khatri Adouh Khatri, a exprimé ses «vifs remerciements» à l'Algérie, pour sa position constante à l'égard du peuple sahraoui et de sa «juste cause». Il a souligné que la 14^e édition de cette rencontre constitue une occasion de «consolider les liens et traduire les valeurs et principes communs» unissant les peuples algérien et sahraoui.

L'ambassadeur sahraoui a également mis en avant la participation à cette manifestation du président de la République sahraoui, de responsables algériens, de membres du corps diplomatique, de représentants de partis politiques et d'acteurs de la société civile. Une présence qui constitue, selon lui, «une expression de l'importance de l'Université d'été et de son rôle dans le renforcement des relations d'amitié et de fraternité» entre les deux peuples.

Pour sa part, la wali de Boumerdès, M^{me} Fouzia Naama, a salué «la lutte continue du peuple sahraoui», ainsi que son «droit légitime à la liberté et à l'indépendance», estimant que l'Université d'été est devenue «une tradition et un symbole de solidarité avec le peuple sahraoui». M^{me} Naama a affirmé que «la justesse de la cause sahraoui» avait conduit de nombreux acteurs à se tenir aux côtés du droit du peuple sahraoui. «La question sahraoui est claire, tout comme le sont les résolutions internationales soutenant le droit du peuple sahraoui», a-t-elle souligné.

De son côté, la présidente de l'Université d'été et ministre sahraoui de la Coopération, M^{me} Fatma El Mahdi, a exprimé sa reconnaissance à l'Algérie et à la wilaya de Boumerdès, pour l'accueil de cette manifestation, mettant en avant le rôle de cette rencontre dans la consolidation des liens de solidarité entre les peuples algérien et sahraoui. Elle a également relevé que les relations entre les deux peuples «sont marquées par les sacrifices et les souffrances», faisant de cette rencontre «une occasion renouvelée de réaffirmer la solidarité et de renforcer les liens existants» entre les deux parties. **G. Salah Eddine**